



Eurobaromètre Flash 532

Protection des enfants contre les abus sexuels en ligne

Rapport

Travail sur le terrain:

Juin-juillet 2023

Publication:

Juillet 2023

Enquête demandée par la Commission européenne, direction générale de la migration et
Affaires intérieures et coordonnée par la direction générale de la communication

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne.
Les interprétations et opinions qu'il contient sont uniquement celles des auteurs.

Eurobaromètre Flash 532 — Affaires publiques européennes Ipsos



*Eŭropo
Demokratio
Esperanto*

Document préparé par Pierre Dieumegard pour [Europe-Démocratie-Esperanto](#)

L'objectif de ce document «provisoire» est de permettre à un plus grand nombre de personnes dans l'Union européenne de prendre connaissance des documents produits par l'Union européenne (et financés par leurs impôts). **Sans traduction, les citoyens sont exclus du débat.**

Ce document «Eurobarometer» [n'existait qu'en anglais](#) dans un fichier pdf. À partir de ce fichier initial, nous avons créé un fichier odt, préparé par le logiciel Libre Office, pour la traduction automatique vers d'autres langues. Les résultats sont désormais [disponibles dans toutes les langues officielles](#).

Il est souhaitable que l'administration de l'UE prenne en charge la traduction de documents importants. Les «documents importants» ne sont pas seulement des lois et des règlements, mais aussi les informations importantes nécessaires pour prendre ensemble des décisions éclairées.

Afin de discuter ensemble de notre avenir commun et de permettre des traductions fiables, l'espéranto international serait très utile en raison de sa simplicité, de sa régularité et de sa précision.

Contactez-nous:

[Kontakto \(europokune.eu\)](mailto:kontakto@europokune.eu)

<https://e-d-e.org/-Kontakti-EDE>

Eurobaromètre Flash 532

Protection des enfants contre les abus sexuels en ligne

Rapport

Juin-juillet 2023

Enquête menée par Ipsos European Public Affairs à la demande de la Commission européenne,
Direction générale de la migration et des affaires intérieures
Enquête coordonnée par la Commission européenne, direction générale de la communication
(Unité «Suivi des médias et Eurobaromètre» de la DG COMM)

Titre du projet

Eurobaromètre Flash 532 Protection des enfants
contre les abus sexuels en ligne — juin-juillet 2023
Rapport

Version linguistique
Numéro de catalogue
ISBN

FR
DR-09-23-380-FR-N
978-92-68-06685-0
doi:10.2837/586258

© Union européenne, 2023

<https://europa.eu/eurobarometer>

Table des matières

Introduction.....	1
Principales constatations.....	2
Section 1. Augmentation des risques pour les enfants en ligne.....	4
Section 2. Détecter et enquêter sur l'échange de matériel pédopornographique.....	8
Section 3. Soutien à la proposition de législation de l'UE visant à prévenir et à combattre les abus sexuels commis sur des enfants.....	12
Section 4. Détecter la maltraitance des enfants et le droit à la vie privée en ligne.....	15
Section 5. Outils pour détecter les abus sexuels commis sur des enfants en ligne.....	16
Section 6. Exposition à du matériel pédopornographique et intention de signaler.....	22
6.1. Exposition à du matériel pédopornographique en ligne.....	22
6.2. Connaissance d'une victime d'abus sexuels sur des enfants en ligne.....	23
6.3. Signaler du matériel d'abus sexuels sur des enfants en ligne.....	24
Spécifications techniques.....	27
Questionnaire.....	29
Annexe de données.....	37
Commentaires et informations complémentaires.....	63
Problèmes linguistiques.....	63
Quasi-absence de données sociodémographiques dans le rapport officiel.....	63
Comparaison des données sociodémographiques et nationales.....	63




















Introduction

Le 11 mai 2023, la Commission européenne a proposé un règlement établissant des règles pour prévenir et combattre les abus sexuels commis sur des enfants. Avec 85 millions de photos et de vidéos représentant des abus sexuels sur des enfants signalées dans le monde rien qu'en 2021, et beaucoup d'autres qui ne sont pas signalées, les abus sexuels sur enfants sont omniprésents. Le système actuel basé sur la détection volontaire par les entreprises s'est avéré insuffisant pour protéger adéquatement les enfants et, en tout état de cause, ne sera plus possible une fois la solution provisoire en place expirée. En particulier, les prestataires relevant du champ d'application de la directive «vie privée et communications électroniques» ne disposeront d'aucune base juridique de l'UE pour continuer à détecter les abus sexuels commis sur des enfants sur une base volontaire après août 2024.

La proposition de règlement porte avant tout sur la prévention des abus sexuels commis sur des enfants. Les fournisseurs seraient tenus d'évaluer et d'atténuer le risque d'utilisation abusive de leurs services et les mesures prises doivent être proportionnées à ce risque et soumises à des conditions et garanties solides. La détection constitue une mesure de dernier recours au titre de la proposition, et elle n'est nécessaire que si les mesures préventives échouent. Les services de communication interpersonnelle (chat, messages), ainsi que d'autres (services de jeux, autres fournisseurs de services d'hébergement et de services en ligne), seraient nécessaires pour détecter les contenus pédopornographiques en ligne (contenu connu et nouveau) et les activités liées à la sollicitation d'enfants, connues sous le nom de toilettage.¹

Pour savoir ce que les citoyens de l'UE pensent de la nouvelle législation européenne proposée, une enquête Eurobaromètre Flash a été menée entre le 28 juin et le 4 juillet 2023. Au nom de la Commission européenne, direction générale des migrations et des affaires intérieures, Ipsos European Public Affairs a interrogé un échantillon représentatif de citoyens âgés de 18 ans et plus dans chacun des 27 États membres de l'Union européenne. Plus de 26000 entretiens ont été réalisés en ligne (par le biais d'entretiens web assistés par ordinateur). Les données présentées dans ce résumé sont pondérées en fonction des proportions de population connues et les moyennes de l'EU-27 représentent la taille de la population de plus de 18 ans de chaque État membre de l'UE. Les totaux mentionnés dans le texte sont calculés à partir des pourcentages arrondis comme indiqué dans les graphiques. En raison de l'arrondissement, les pourcentages indiqués dans les graphiques ne semblent pas toujours représenter jusqu'à 100 %.

Les abréviations pays utilisées dans le présent rapport correspondent à :

BE		Belgique	LT		Lituanie
BG		Bulgarie	LU		Luxembourg
CZ		Tchéquie	HU		Hongrie
DK		Danemark	MT		Malte
DE		Allemagne	NL		Pays-Bas
EE		Estonie	AT		Autriche
IE		Irlande	PL		Pologne
EL		Grèce	PT		Portugal
ES		Espagne	RO		Roumanie
FR		France	SI		Slovénie
HR		Croatie	SK		Slovaquie
IT		Italie	FI		Finlande
CY		République de Chypre*	SE		Suède

1 Source: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_22_2976

LV Lettonie

* Chypre dans son ensemble est l'un des 27 États membres de l'UE. Toutefois, l'acquis communautaire a été suspendu dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre. Pour des raisons pratiques, seuls les entretiens réalisés dans la partie du pays contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre sont inclus dans la catégorie «CY».

Principales constatations

Augmentation des risques pour les enfants en ligne

- Dans tous les États membres, 92 % des personnes interrogées sont «fortement» ou «plutôt d'accord» selon lesquelles les enfants sont de plus en plus exposés à des risques en ligne. Au niveau des différents pays, le niveau de l'accord varie entre 86 % en Lettonie et 96 % en Croatie.
- En outre, 73 % des personnes interrogées dans l'ensemble de l'UE répondent que le problème des abus sexuels commis sur des enfants dans leur pays est «très» ou «assez répandu». Cette question varie considérablement d'un État membre à l'autre (de 37 % en Lettonie à 86 % en Grèce).

Soutien à la proposition de législation de l'UE visant à prévenir et à combattre les abus sexuels commis sur des enfants

- Les répondants ont été expliqués que les fournisseurs de services en ligne (par exemple les plateformes de médias sociaux) peuvent actuellement utiliser plusieurs mesures de sécurité, y compris une combinaison d'outils technologiques automatisés et de surveillance humaine, pour détecter et signaler les abus sexuels sur des enfants, aider à sauver les victimes et traduire les auteurs en justice. Toutefois, le 3 août 2024, la législation de l'UE qui permet aux fournisseurs de services en ligne de détecter et de signaler volontairement les abus sexuels commis sur des enfants en ligne expirera. À ce titre, une nouvelle législation est proposée qui obligerait les fournisseurs de services en ligne à prévenir les abus sexuels commis sur des enfants sur leurs services. En cas d'échec de la prévention et en cas de risque important d'abus sexuels sur des enfants, le prestataire de services pourrait être temporairement obligé de détecter ou de signaler les abus sexuels commis sur des enfants en ligne.
- En moyenne, 78 % des répondants répondent qu'ils «soutient fortement» ou «tendent à soutenir» la loi proposée par l'UE. En revanche, 13 % «tendent à s'opposer» ou «à s'opposer fermement» au projet de loi de l'Union. Le niveau total de l'aide varie entre 65 % à Chypre et 83 % en Tchéquie et au Luxembourg.

Détecter la maltraitance des enfants et le droit à la vie privée en ligne

- Au total, 96 % des répondants déclarent que la capacité de détecter la maltraitance des enfants est plus importante ou tout aussi importante que le droit à la vie privée en ligne. Pas plus d'une poignée de répondants (2 %) répondent que le droit à la vie privée en ligne est plus important que la capacité de détecter la maltraitance des enfants.
- Dans l'ensemble de l'UE, 60 % des personnes interrogées répondent que la déclaration selon laquelle «la capacité de détecter la maltraitance des enfants est plus importante que le droit à la vie privée en ligne» est la plus proche de leur point de vue; au niveau des différents pays, cette proportion est la plus élevée en Italie (72 %) et la plus faible en Hongrie (35 %).

Outils pour détecter les abus sexuels commis sur des enfants en ligne

- Même après avoir expliqué aux répondants que les outils utilisés par les fournisseurs de services en ligne peuvent avoir une incidence sur la vie privée, 89 % des répondants «fortement» ou «tendent à soutenir» l'utilisation d'outils qui détectent automatiquement des

images et des vidéos de matériel pédopornographique déjà connu de la police, afin d'identifier où ces images et vidéos sont à nouveau partagées en ligne. En Tchéquie, 81 % des personnes interrogées soutiennent, au total, la détection automatique d'images et de vidéos de matériel pédopornographique déjà connu de la police; cette proportion passe à 95 % au Portugal.

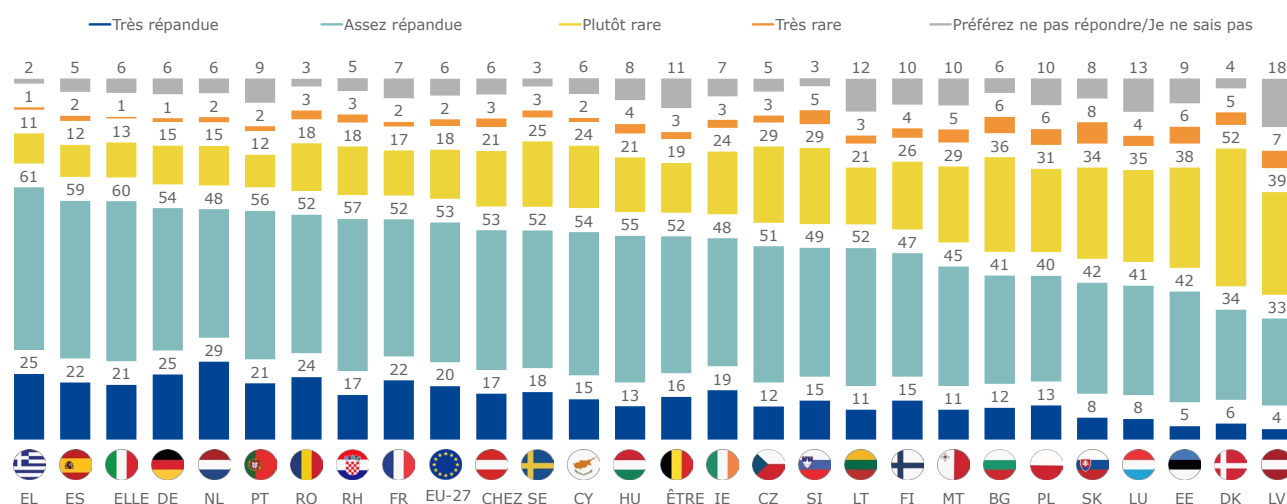
- Lorsqu'ils sont interrogés sur les outils fondés sur l'intelligence artificielle (IA), 85 % des répondants dans l'UE «appuient fortement» ou «tendent à soutenir» l'utilisation de ces outils, même s'ils peuvent interférer avec la vie privée des utilisateurs, pour détecter de nouveaux contenus d'abus sexuels partagés en ligne et 84 % «soutient fortement» ou «tendent à soutenir» l'utilisation de ces outils pour détecter le toilettage et/ou les abus imminents. Le soutien à l'utilisation d'outils d'IA pour détecter les nouveaux matériels d'abus sexuels partagés en ligne varie entre 77 % en Tchéquie et 93 % au Portugal. Similairement, le soutien à l'utilisation d'outils d'IA pour détecter le toilettage et/ou les abus imminents varie entre 78 % en Slovaquie et 94 % au Portugal.
- Compte tenu du fait que 70 % des 1,5 million de signalements d'abus sexuels d'enfants en ligne provenant de l'UE proviennent de messages en ligne, de courrier électronique et de chat, 87 % des personnes interrogées dans l'ensemble de l'UE «soutiennent» ou «tendent à soutenir» que les fournisseurs de services détectent le matériel d'abus sexuels d'enfants et les conversations de toilettage dans des messages (par exemple courrier électronique, chat) en cas de risque important d'abus sexuels sur des enfants sur une plateforme spécifique. Au niveau des différents pays, le soutien varie entre 79 % en Lettonie et 93 % en Grèce, au Portugal et en Roumanie.
- Lorsqu'ils ont été interrogés sur la détection de matériel pédopornographique et le toilettage dans les messages utilisant le cryptage de bout en bout, en cas de risque important d'abus sexuels sur des enfants sur une plateforme spécifique, 83 % des personnes interrogées dans l'ensemble de l'UE «soutient fortement» ou «tendent à soutenir» cela. Les répondants en Roumanie (92 %) et au Portugal (91 %) sont les plus susceptibles de soutenir la détection de matériel pédopornographique et le toilettage dans les messages utilisant le cryptage de bout en bout, tandis que les répondants en Hongrie et en Lettonie sont les moins susceptibles de le faire (73 %).

Section 1. Augmentation des risques pour les enfants en ligne

En moyenne, dans l'ensemble de l'UE, 73 % des répondants répondent que le problème des abus sexuels commis sur des enfants dans leur pays est «très» ou «assez répandu». Cette question varie considérablement d'un État membre à l'autre (de 37 % en Lettonie à 86 % en Grèce).

Les femmes sont plus susceptibles que les hommes de répondre que le problème des abus sexuels sur enfants est «très» ou «assez répandu» dans leur pays (79 % contre 66 %). Une différence est également observée selon le niveau d'éducation, les répondants ayant terminé leurs études âgés de 15 ans ou moins étant les plus susceptibles de répondre que les abus sexuels commis sur des enfants sont «très» ou «assez répandus» (82 %) et ceux qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus sont les moins susceptibles (69 %).

Q1 À quel point pensez-vous que le problème de l'abus sexuel d'enfants en ligne se trouve dans [TOUR PAYS]?
(% par pays)

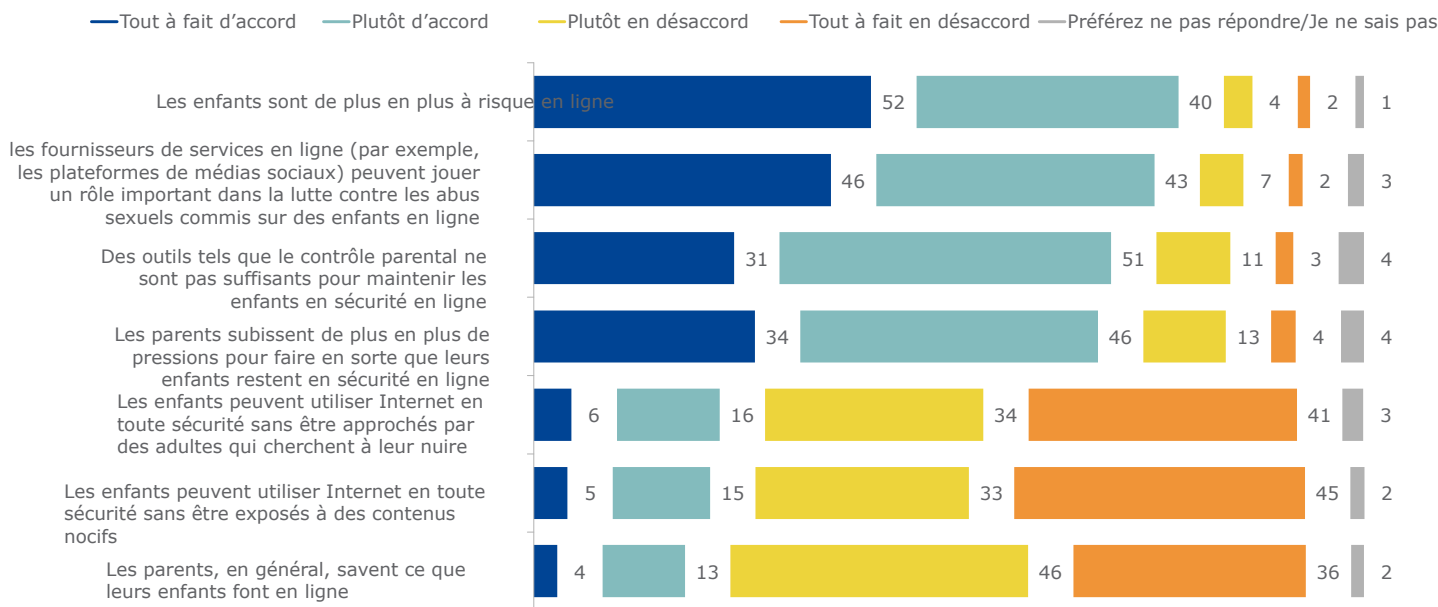


Base: Tous les répondants
(n=26 270)

Dans tous les États membres, 92 % des personnes interrogées sont «fortement» ou «plutôt d'accord» selon lesquelles les enfants sont de plus en plus exposés à des risques en ligne (voir le graphique à la page suivante). En outre, 78 % des répondants «fortement» ou «plutôt en désaccord» sur le fait que les enfants peuvent utiliser Internet en toute sécurité sans être exposés à des contenus préjudiciables et 75 % «fortement» ou «plutôt en désaccord» qu'ils peuvent le faire sans être approchés par des adultes cherchant à leur nuire. Plus de huit répondants sur dix (82 %) «fortement» ou «plutôt en désaccord» que les parents, en général, savent ce que leurs enfants font en ligne.

Huit répondants sur dix, en moyenne, «fortement» ou «plutôt d'accord» que les parents sont soumis à des pressions croissantes pour s'assurer que leurs enfants sont en sécurité en ligne. En outre, 82 % sont «fortement» ou «plutôt d'accord» que des outils tels que le contrôle parental ne sont pas suffisants pour assurer la sécurité des enfants en ligne. Enfin, 89 % des répondants sont «fortement» ou «plutôt d'accord» que les fournisseurs de services en ligne (par exemple, les plateformes de médias sociaux) peuvent jouer un rôle important dans la lutte contre les abus sexuels commis sur des enfants en ligne.

Q3 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les déclarations suivantes? (% EU-27)



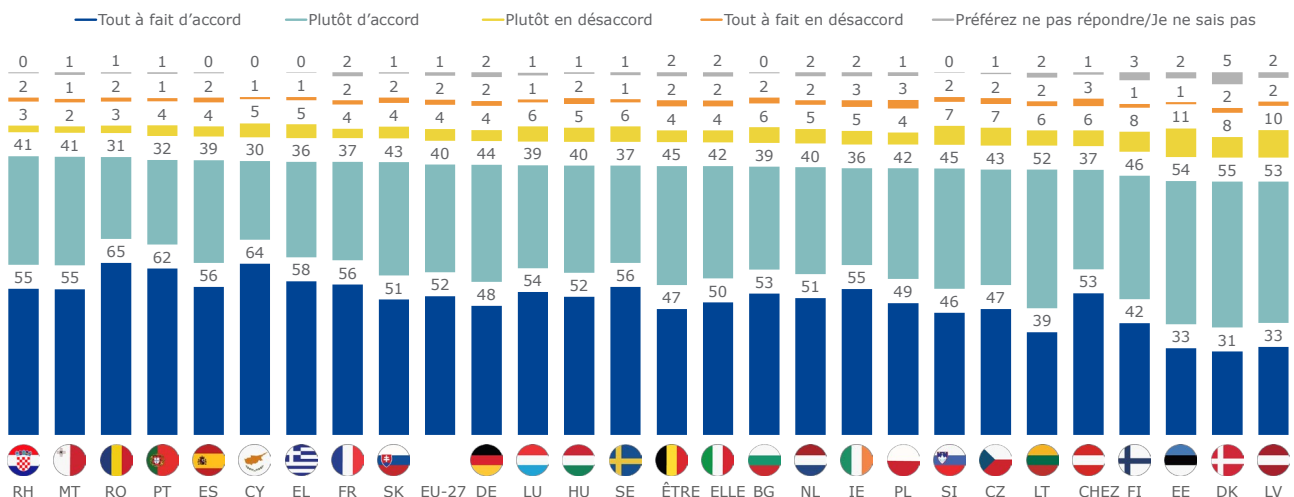
Base: Tous les répondants (n=26270)

Au niveau des différents pays, entre 86 % des répondants en Lettonie et 96 % en Croatie, au total, s'accordent à dire que les enfants sont de plus en plus exposés à des risques en ligne. La proportion de répondants «fortement d'accord» avec cette déclaration varie de 31 % au Danemark à 65 % en Roumanie.

Les femmes sont plus susceptibles que les hommes de «fortement convenir» que les enfants sont de plus en plus à risque en ligne (58 % contre 46 %). La proportion «fortement» ou «plutôt d'accord» selon laquelle les enfants sont de plus en plus à risque en ligne augmente avec l'âge (de 89 % des 18-24 ans à 95 % des plus de 54 ans).

Q3 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les déclarations suivantes?

Les enfants sont de plus en plus exposés en ligne (% par pays)



Base: Tous les répondants (n=26270)

Dans tous les États membres, une grande majorité des répondants sont également «fortement» ou «plutôt d'accord» sur le fait que les fournisseurs de services en ligne (par exemple, les plateformes de médias sociaux) peuvent jouer un rôle important dans la lutte contre les abus sexuels commis sur des enfants en ligne (de 76 % en Hongrie à 94 % au Portugal et en Espagne). De même, au moins les trois quarts des répondants, dans tous les États membres, «fortement» ou «plutôt d'accord» que des outils tels que le contrôle parental ne sont pas suffisants pour assurer la sécurité des enfants en ligne (de 75 % au Danemark, en Finlande et en Slovaquie à 88 % à Chypre).

Les proportions «fortement» ou «plutôt d'accord» selon lesquelles les parents sont soumis à des pressions croissantes pour s'assurer que leurs enfants sont en sécurité en ligne varient davantage d'un État membre à l'autre. Alors que 58 % des répondants en France sont d'accord avec cette proposition, ce chiffre passe à 94 % à Chypre et en Pologne.

Pour les autres déclarations, les niveaux totaux d'accord restent inférieurs à 50 % dans tous les États membres. Par exemple, dans presque tous les États membres, pas plus d'un répondant sur cinq «fortement» ou «plutôt d'accord» que les parents, en général, savent ce que leurs enfants font en ligne. En Roumanie, les répondants sont globalement les plus susceptibles d'être d'accord avec cette déclaration (31 %).

Q3 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les déclarations suivantes? (% Total «Agree» par pays)

	Les fournisseurs de services en ligne (par exemple, les plateformes de médias sociaux) peuvent jouer un rôle important dans la lutte contre les abus sexuels commis sur des enfants en ligne	Des outils tels que le contrôle parental ne sont pas suffisants pour assurer la sécurité des enfants en ligne	Les parents subissent de plus en plus de pressions pour s'assurer que leurs enfants restent en sécurité en ligne	Les enfants peuvent utiliser Internet en toute sécurité sans être approchés par des adultes qui cherchent à leur nuire	Les enfants peuvent utiliser Internet en toute sécurité sans être exposés à des contenus nocifs	Les parents, en général, savent ce que leurs enfants font en ligne
EU-27	89	82	80	22	20	17
ÉTRE	86	78	73	15	15	14
BG	89	79	72	28	25	20
CZ	87	79	82	27	23	20
DK	86	75	87	23	19	21
DE	85	80	88	17	14	16
EE	90	79	88	25	18	15
IE	91	77	91	25	25	20
EL	88	86	93	23	26	14
ES	94	86	88	24	23	15
FR	90	87	58	15	14	13
RH	93	84	87	38	42	13
ELLE	89	81	66	24	22	15
CY	86	88	94	26	24	16
LV	89	76	61	24	19	21
LT	88	82	59	20	16	17
LU	88	80	87	19	13	11
HU	76	79	91	15	12	14
MT	89	80	91	28	25	16
NL	89	78	79	16	17	15
CHEZ	84	79	89	20	16	15
PL	90	81	94	30	28	18
PT	94	87	89	41	45	16
RO	90	84	90	30	31	31
SI	87	78	85	27	24	17
SK	88	75	82	22	19	19
FI	91	75	92	24	21	16
SE	88	82	89	16	15	18

Base: Tous les répondants (n=26 270)

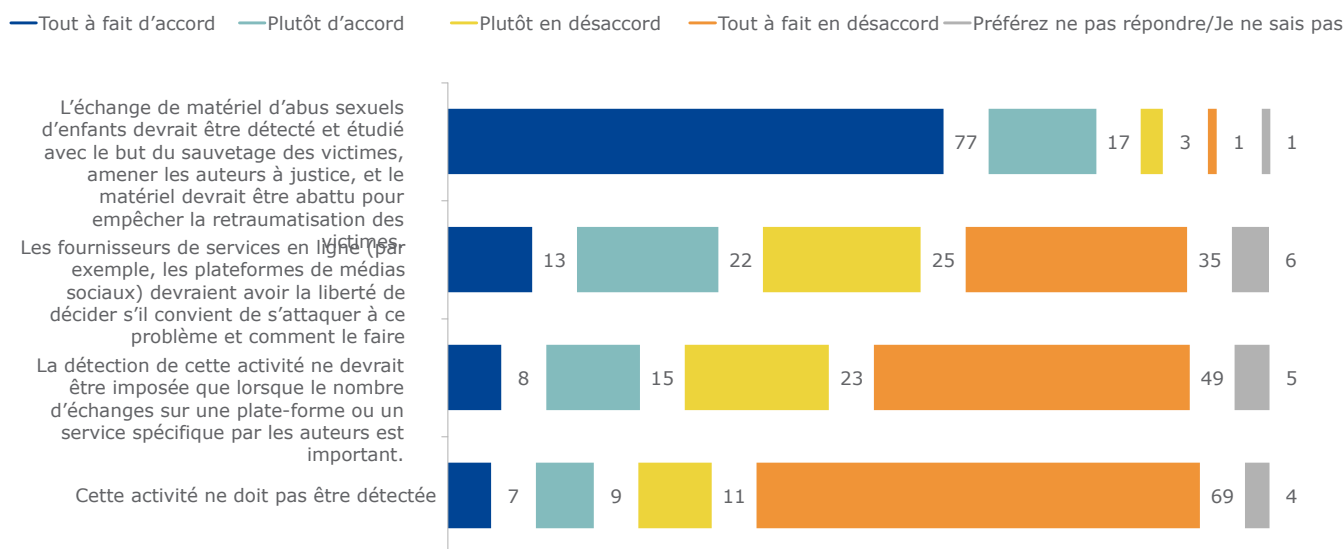
Section 2. Détecter et enquêter sur l'échange de matériel pédopornographique

Après un petit nombre de questions introductives (discutées dans les sections 1 et 4), les répondants ont été expliqués que les auteurs échangent de plus en plus de matériel pédopornographique (p. ex. photos, vidéos) en ligne. Plus des trois quarts des personnes interrogées dans l'ensemble de l'UE sont «tout à fait d'accord» et 17 % «plutôt d'accord» sur le fait que ce type d'échanges devrait faire l'objet d'une détection et d'une enquête dans le but de sauver les victimes, de traduire les auteurs en justice et de réduire le matériel afin d'empêcher la retraumatisation des victimes. Dans cette optique, 69 % des personnes interrogées sont «tout à fait en désaccord» et 11 % «plutôt en désaccord» sur le fait que les échanges de matériel pédopornographique ne devraient pas être détectés.

En outre, 60 % des répondants «fortement en désaccord» ou «plutôt en désaccord» sur le fait que les fournisseurs de services en ligne (par exemple, les plateformes de médias sociaux) devraient avoir la liberté de décider s'il convient de s'attaquer au problème des abus sexuels commis sur des enfants et comment le faire, et 70 % «tout à fait en désaccord» ou «plutôt en désaccord» que la détection des échanges d'abus sexuels sur des enfants ne devrait être imposée que lorsque le nombre d'échanges sur une plate-forme ou un service spécifique par les auteurs d'infractions est important.

Parmi les répondants âgés de 55 ans et plus, 97 % sont «fortement» ou «plutôt d'accord» sur le fait que l'échange de matériel pédopornographique devrait être détecté et étudié. Les personnes âgées de 18 à 24 ans sont moins susceptibles de partager ce point de vue (90 %), mais elles sont plus susceptibles que leurs homologues plus âgés de «fortement» ou «plutôt d'accord» que la détection des échanges d'abus sexuels sur des enfants ne devrait être imposée que lorsque le nombre d'échanges sur une plate-forme ou un service spécifique par les auteurs est important (29 % des 18-24 ans contre 19 % des plus de 54 ans).

Q4 Les auteurs échangent de plus en plus de matériel pédopornographique (p. ex. photos, vidéos) en ligne entre eux. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les déclarations suivantes? (% EU-27)



Base: Tous les répondants (n=26270)

Dans tous les États membres, plus de 90 % des personnes interrogées sont «fortement» ou «plutôt d'accord» sur le fait que l'échange de matériel pédopornographique devrait faire l'objet d'une détection et d'une enquête dans le but de sauver les victimes, de traduire les auteurs en justice et de les abattre afin d'empêcher la ré-traumatisation des victimes (de 91 % aux Pays-Bas et en Pologne à 97 % à Chypre, au Luxembourg, à Malte et au Portugal).

La Roumanie (50 %, au total, d'accord), la Lettonie (51 %), la Lituanie (51 %) et la Pologne (53 %). Au Luxembourg (17 %), en Hongrie (18 %) et au Danemark (19 %), les répondants sont les moins susceptibles d'être d'accord avec cette proposition. Entre 15 % des répondants en Estonie et 33 % au Danemark et en Roumanie «fortement» ou «plutôt d'accord» que la détection des échanges d'abus sexuels sur des enfants ne devrait être imposée que lorsque le nombre d'échanges sur une plate-forme ou un service spécifique par les auteurs est important.

Q4 Les auteurs échangent de plus en plus de matériel pédopornographique (p. ex. photos, vidéos) en ligne entre eux. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les déclarations suivantes? (% Total «Agréé» par pays)

	Les fournisseurs de services en ligne (par exemple, les plateformes de médias sociaux) peuvent jouer un rôle important dans la lutte contre les abus sexuels commis sur des enfants en ligne	Des outils tels que le contrôle parental ne sont pas suffisants pour assurer la sécurité des enfants en ligne	Les parents subissent de plus en plus de pressions pour s'assurer que leurs enfants restent en sécurité en ligne	Les enfants peuvent utiliser Internet en toute sécurité sans être approchés par des adultes qui cherchent à leur nuire	Les enfants peuvent utiliser Internet en toute sécurité sans être exposés à des contenus nocifs	Les parents, en général, savent ce que leurs enfants font en ligne
EU-27	89	82	80	22	20	17
ÊTRE	86	78	73	15	15	14
BG	89	79	72	28	25	20
CZ	87	79	82	27	23	20
DK	86	75	87	23	19	21
DE	85	80	88	17	14	16
EE	90	79	88	25	18	15
IE	91	77	91	25	25	20
EL	88	86	93	23	26	14
ES	94	86	88	24	23	15
FR	90	87	58	15	14	13
RH	93	84	87	38	42	13
ELLE	89	81	66	24	22	15
CY	86	88	94	26	24	16
LV	89	76	61	24	19	21
LT	88	82	59	20	16	17
LU	88	80	87	19	13	11
HU	76	79	91	15	12	14
MT	89	80	91	28	25	16
NL	89	78	79	16	17	15
CHEZ	84	79	89	20	16	15
PL	90	81	94	30	28	18
PT	94	87	89	41	45	16
RO	90	84	90	30	31	31
SI	87	78	85	27	24	17
SK	88	75	82	22	19	19
FI	91	75	92	24	21	16
SE	88	82	89	16	15	18

Base: Tous les répondants (n=26 270)

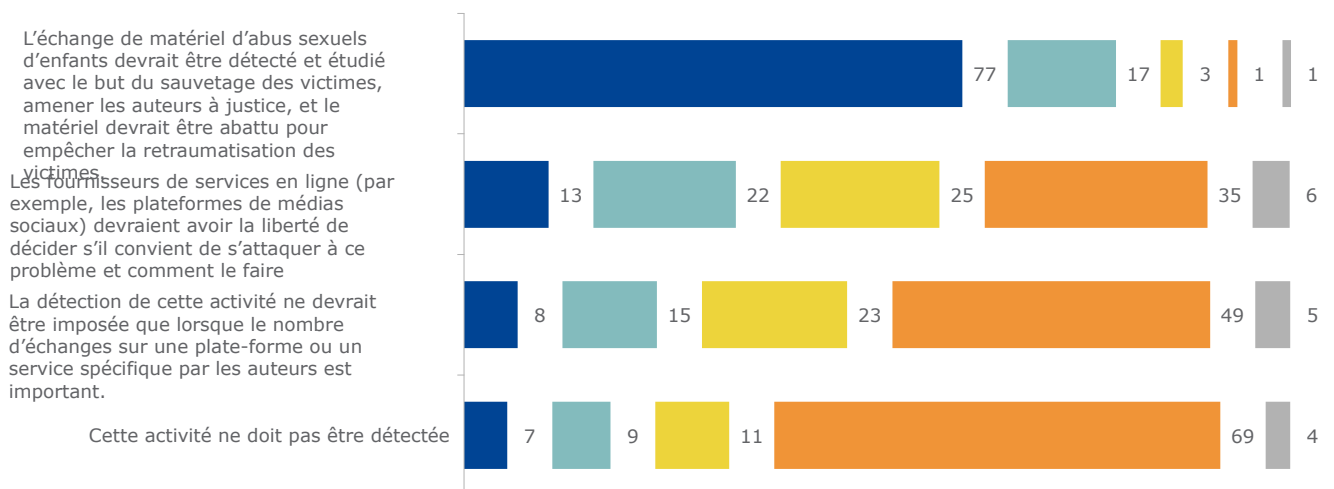
Section 3. Soutien à la proposition de législation de l'UE visant à prévenir et à combattre les abus sexuels commis sur des enfants

Avant d'introduire la nouvelle législation de l'UE visant à prévenir et à combattre les abus sexuels commis sur des enfants, les répondants ont été expliqués que les fournisseurs de services en ligne (par exemple les plateformes de médias sociaux) peuvent actuellement utiliser plusieurs mesures de sécurité, y compris une combinaison d'outils technologiques automatisés et de surveillance humaine, pour détecter et signaler les abus sexuels sur des enfants, aider à sauver les victimes et traduire les auteurs en justice. Dans l'ensemble de l'UE, 41 % des répondants estiment que les prestataires de services devraient être en mesure de prendre des mesures volontaires pour détecter, supprimer et signaler les contenus pédopornographiques en ligne, contre 55 % qui répondent que, dans certaines circonstances, les fournisseurs de services en ligne devraient être tenus par la loi de détecter, de supprimer et de signaler les contenus pédopornographiques en ligne. Seulement 2 % des répondants répondent que les fournisseurs de services en ligne ne devraient pas détecter, supprimer et signaler les abus sexuels commis sur des enfants en ligne.

Les proportions selon lesquelles les prestataires de services devraient être en mesure de prendre des mesures volontaires et devraient, dans certaines circonstances, être obligés par la loi de prendre des mesures contre les abus sexuels commis sur des enfants en ligne varient considérablement d'un État membre à l'autre. Par exemple, en Autriche, 24 % des répondants sont favorables à des actions volontaires, tandis que 71 % répondent que, dans certaines circonstances, les fournisseurs de services en ligne devraient être tenus par la loi de prendre des mesures. En France, en revanche, la première réponse est sélectionnée par 64 % des répondants et la seconde par 33 % (un résultat proche du miroir de l'Autriche).

Q5 Les fournisseurs de services en ligne (par exemple, les plateformes de médias sociaux) peuvent actuellement utiliser plusieurs mesures de sécurité, y compris une combinaison d'outils technologiques automatisés et de surveillance humaine, pour détecter et signaler les abus sexuels sur des enfants, aider à sauver les victimes et traduire les auteurs en justice. Laquelle des déclarations suivantes est la plus proche de votre point de vue? (% par pays)

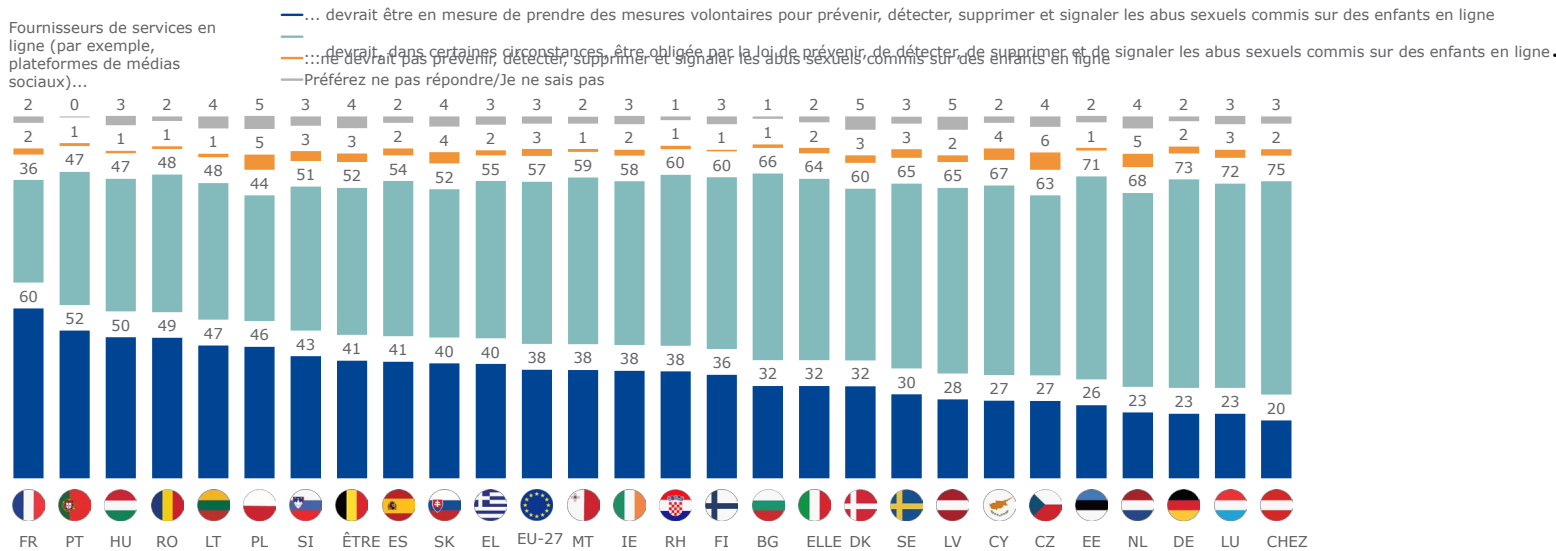
— Tout à fait d'accord — Plutôt d'accord — Plutôt en désaccord — Tout à fait en désaccord — Préférez ne pas répondre/Je ne sais pas



Base: Tous les répondants (27026)

Les répondants ont ensuite été expliqués qu'à l'heure actuelle, en raison du caractère volontaire de la législation temporaire actuelle, seul un petit nombre de fournisseurs de services détectent, suppriment et signalent les abus sexuels en ligne sur leurs plateformes, tandis qu'un nombre important d'entre eux ne prennent aucune mesure. Après s'être vu présenter ce fait, la proportion de répondants ayant répondu que, dans certaines circonstances, les fournisseurs de services en ligne devraient être tenus par la loi de détecter, de supprimer et de signaler les contenus pédopornographiques en ligne augmente de deux points de pourcentage — à 58 %. Au niveau des différents pays, ce point de vue est exprimé par 36 % des répondants en France et 75 % en Autriche.

Q6 À l'heure actuelle, en raison du caractère volontaire de la législation temporaire actuelle, seul un petit nombre de fournisseurs de services détectent, suppriment et signalent les abus sexuels en ligne sur leurs plateformes, tandis qu'un nombre important d'entre eux ne prennent aucune mesure. Dans cet esprit, laquelle des déclarations suivantes est la plus proche de votre point de vue? (% par pays)

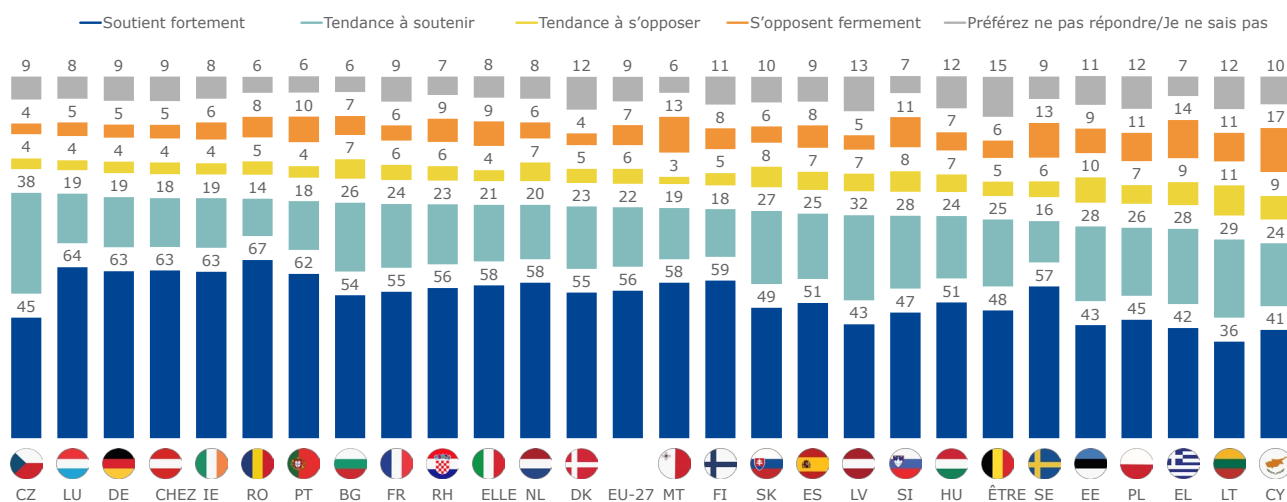


Base: Tous les répondants (27026)

Dans la troisième et dernière question sur la nouvelle législation de l'UE, les répondants ont été informés que, le 3 août 2024, le droit de l'Union qui permet aux fournisseurs de services en ligne de détecter et de signaler volontairement les abus sexuels commis sur des enfants en ligne expirera et qu'une nouvelle législation est proposée qui obligerait les fournisseurs de services en ligne à prévenir les abus sexuels commis sur des enfants sur leurs services. En outre, en cas d'échec de la prévention et en cas de risque important d'abus sexuels sur des enfants, le prestataire de services pourrait être temporairement obligé de détecter et de signaler les abus sexuels commis sur des enfants en ligne. En moyenne, 78 % des répondants répondent qu'ils «soutient fortement» ou «tendent à soutenir» la loi proposée par l'UE. En revanche, 13 % «tendent à s'opposer» ou «à s'opposer fermement» au projet de loi de l'Union. Le niveau total de l'aide varie entre 65 % à Chypre et 83 % en Tchéquie et au Luxembourg.

Toutefois, en Tchéquie, le niveau de «soutien fort» est inférieur à celui du Luxembourg (respectivement 45 % contre 64 %). Des différences dans le «soutien fort» sont également observées entre les groupes sociodémographiques. Par exemple, dans tous les groupes d'âge, une grande majorité au moins «tend à soutenir» la législation proposée par l'Union; toutefois, le niveau de «soutien fort» est de 41 % pour les personnes âgées de 18 à 24 ans et passe à 62 %

Q7 Le 3 août 2024, la législation de l'UE qui permet aux fournisseurs de services en ligne de détecter et de signaler volontairement les abus sexuels commis sur des enfants en ligne expirera. L'UE a proposé une nouvelle loi qui obligerait les fournisseurs de services en ligne à prévenir les abus sexuels commis sur des enfants sur leurs services. En cas d'échec de la prévention et en cas de risque important d'abus sexuels sur des enfants, le prestataire de services pourrait être temporairement obligé de détecter et de signaler les abus sexuels commis sur des enfants en ligne. Si cette nouvelle législation n'est pas approuvée d'ici août 2024, la détection des abus sexuels commis sur des enfants en ligne dans les échanges en ligne — volontaires ou non — devient illégale. **Dans cette optique, dans quelle mesure appuieriez-vous cette proposition de loi ou vous y opposeriez-vous? (% par pays)**



Base: Tous les répondants (n=26270)

pour les personnes âgées de 55 ans et plus.

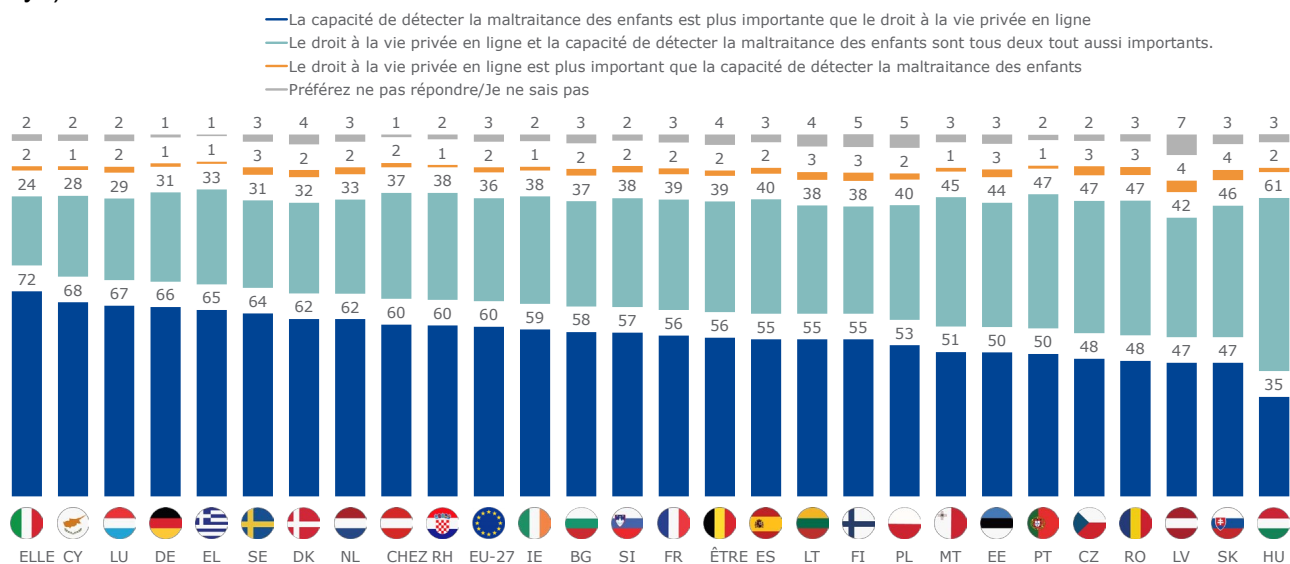
Section 4. Détecter la maltraitance des enfants et le droit à la vie privée en ligne

Au total, 96 % des répondants déclarent que la capacité de détecter la maltraitance des enfants est plus importante ou tout aussi importante que le droit à la vie privée en ligne. Pas plus d'une poignée de répondants (2 %) répondent que le droit à la vie privée en ligne est plus important que la capacité de détecter la maltraitance des enfants.

Dans l'ensemble de l'UE, 60 % des personnes interrogées répondent que la déclaration selon laquelle «la capacité de détecter la maltraitance des enfants est plus importante que le droit à la vie privée en ligne» est la plus proche de leur point de vue; au niveau des différents pays, cette proportion est la plus élevée en Italie (72 %) et la plus faible en Hongrie (35 %). L'affirmation selon laquelle le droit à la vie privée en ligne et la capacité de détecter la maltraitance d'enfants sont toutes deux tout aussi importantes est sélectionnée par 36 % des personnes interrogées dans l'UE et varie entre 24 % en Italie et 61 % en Hongrie.

Les répondants plus âgés sont plus susceptibles de répondre que la capacité de détecter la maltraitance des enfants est plus importante que le droit à la vie privée en ligne (de 45 % pour les 18-24 ans à 66 % pour les plus de 54 ans), tandis que les plus jeunes répondants sont plus susceptibles d'affirmer que les deux sont également importants (de 30 % pour les plus de 54 ans à 50 % pour les 18-24 ans). Une différence similaire est également observée par le niveau d'éducation, les moins instruits étant plus susceptibles de répondre que la capacité de détecter la maltraitance des enfants est plus importante que le droit à la vie privée en ligne et que les plus instruits sont plus susceptibles d'affirmer que les deux sont tout aussi importants.

Q2 Quelles déclarations, le cas échéant, sont les plus proches de votre point de vue? (% par pays)



Base: Tous les répondants
(n=26270)

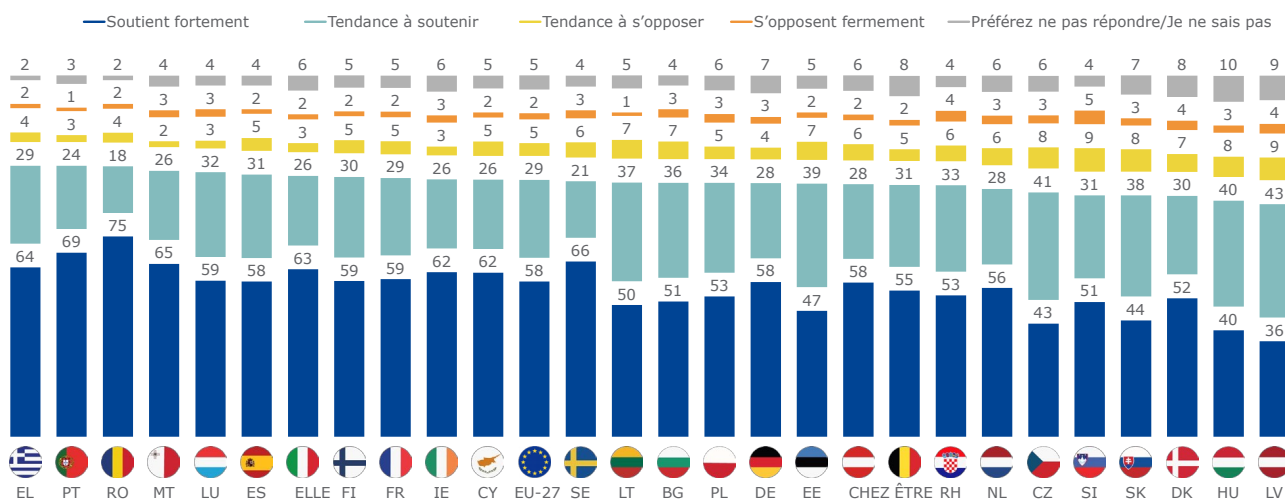
Section 5. Outils pour détecter les abus sexuels commis sur des enfants en ligne

Les outils que les fournisseurs de services en ligne peuvent utiliser pour détecter les abus sexuels commis sur des enfants en ligne peuvent interférer dans une mesure différente dans la vie privée des utilisateurs. Même après avoir expliqué aux répondants que les outils utilisés par les fournisseurs de services en ligne peuvent avoir une incidence sur la vie privée, 89 % des répondants «fortement» ou «tendent à soutenir» l'utilisation d'outils qui détectent automatiquement des images et des vidéos de matériel pédopornographique déjà connu de la police, afin d'identifier où ces images et vidéos sont à nouveau partagées en ligne. En Tchéquie, 81 % des personnes interrogées soutiennent, au total, la détection automatique d'images et de vidéos de matériel pédopornographique déjà connu de la police; cette proportion passe à 95 % au Portugal.

Le soutien à la détection automatique d'images et de vidéos de matériel pédopornographique déjà connu de la police augmente avec l'âge: le niveau total de soutien est de 80 % chez les 18 à 24 ans et passe à 92 % pour les personnes de 55 ans et plus. Au contraire, le soutien à la détection automatique d'images et de vidéos de matériel pédopornographique déjà connu de la police augmente avec le niveau d'éducation (passant de 84 % pour ceux qui ont quitté l'école âgés de 15 ans et moins à 91 % pour ceux qui sont restés à l'école plus longtemps).

Q8 Les fournisseurs de services en ligne peuvent utiliser divers outils, y compris une combinaison d'outils technologiques automatisés et de surveillance humaine, pour détecter les abus sexuels commis sur des enfants en ligne. Ces outils peuvent interférer dans une autre mesure avec la vie privée des utilisateurs. Dans quelle mesure soutiendriez-vous ou vous opposeriez-vous à la détection des abus sexuels commis sur des enfants par des fournisseurs de services en ligne via... (% par pays)

Outils qui détectent automatiquement les images et vidéos de matériel pédopornographique déjà connu de la police, pour identifier où ces images et vidéos sont à nouveau partagées en ligne



Base: Tous les répondants (n=26270)

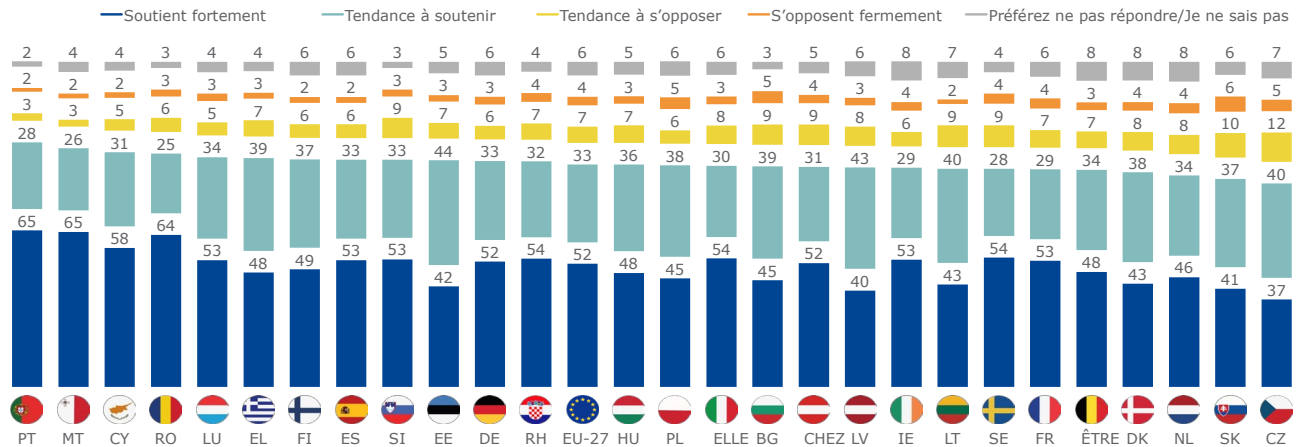
Interrogés sur les outils fondés sur l'intelligence artificielle (IA), 85 % des répondants dans l'UE «soutient fortement» ou «tendent à soutenir» l'utilisation de ces outils, même s'ils peuvent nuire à la vie privée des utilisateurs, pour détecter de nouveaux contenus d'abus sexuels partagés en ligne et 84 % «soutient fortement» ou «tendent à soutenir» l'utilisation de ces outils pour détecter le toilettage et/ou les abus imminents.

Le soutien à l'utilisation d'outils d'IA pour détecter les nouveaux matériels d'abus sexuels partagés en ligne varie entre 77 % en Tchéquie et 93 % au Portugal. De même, le soutien à l'utilisation d'outils d'IA pour détecter le toilettage et/ou les abus imminents varie entre 78 % en Slovaquie et 94 % au Portugal.

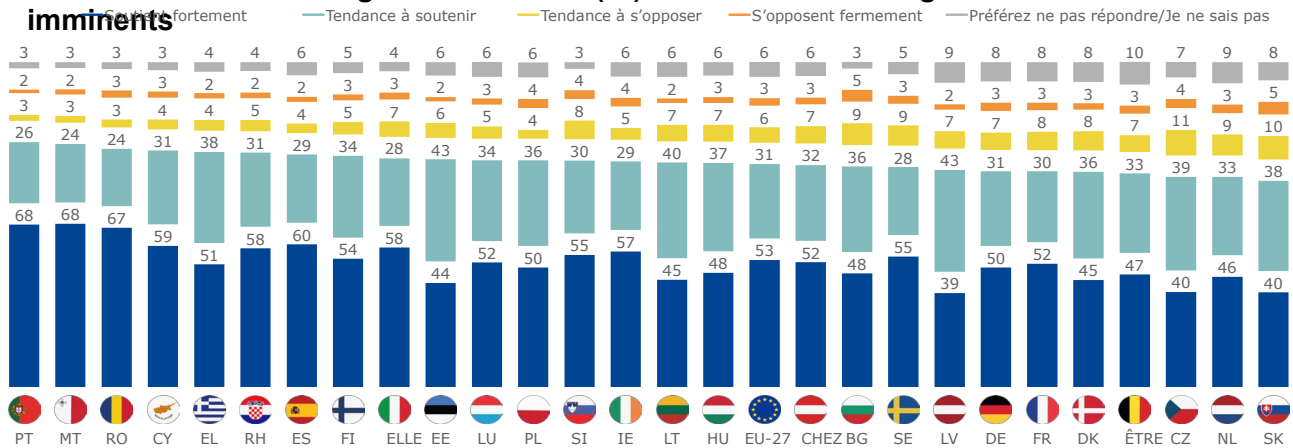
Les différences entre les groupes sociodémographiques en ce qui concerne le niveau de soutien à l'utilisation des outils d'IA dans la lutte contre les abus sexuels commis sur des enfants en ligne sont conformes à celles examinées pour la détection automatique d'images et de vidéos de matériel pédopornographique déjà connu de la police. Par exemple, 78 % des 18-24 ans «soutient fortement» ou «tendent à soutenir» l'utilisation de ces outils pour détecter de nouvelles images et vidéos d'abus sexuels partagées en ligne; le niveau de soutien passe à 87 % pour les personnes âgées de 55 ans et plus.

Q9 Les fournisseurs de services en ligne peuvent utiliser divers outils, y compris une combinaison d'outils technologiques automatisés et de surveillance humaine, pour détecter les abus sexuels commis sur des enfants en ligne. Ces outils peuvent interférer dans une autre mesure avec la vie privée des utilisateurs. Dans quelle mesure soutiendriez-vous ou vous opposeriez-vous à la détection des abus sexuels commis sur des enfants par des fournisseurs de services en ligne via... (% par pays)

Outils basés sur l'intelligence artificielle (IA) permettant de détecter de nouvelles images et vidéos d'abus sexuels partagés en ligne



Outils basés sur l'intelligence artificielle (IA) détectant le toilettage et/ou les abus imminents



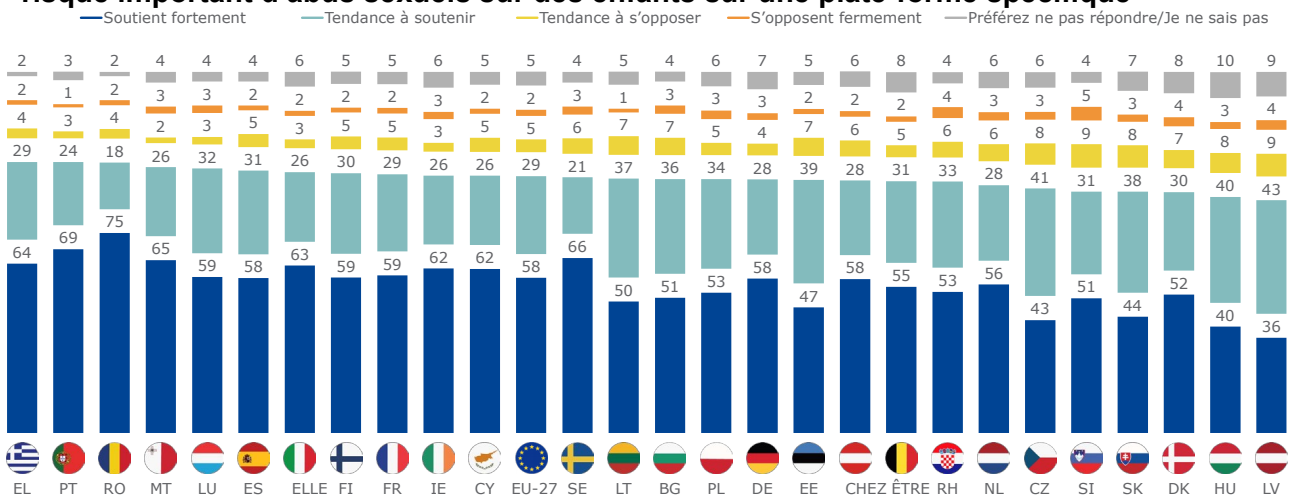
Base: Tous les répondants (n=26270)

Compte tenu du fait que 70 % des 1,5 million de signalements d'abus sexuels sur des enfants en ligne provenant de l'UE proviennent de messages en ligne, de courrier électronique et de chat, 87 % des personnes interrogées dans l'ensemble de l'UE «appuient fortement» ou «tendent à soutenir» que les fournisseurs de services détectent le matériel d'abus sexuels d'enfants et les conversations de toilettage dans des messages (par exemple, courrier électronique, chat) en cas de risque important d'abus sexuels sur des enfants sur une plateforme spécifique. Au niveau des différents pays, le niveau total de l'aide varie entre 79 % en Lettonie et 93 % en Grèce, au Portugal et en Roumanie.

Conformément aux résultats décrits plus haut dans cette section, les jeunes répondants sont un peu moins susceptibles d'exprimer leur soutien que les répondants plus âgés. Alors que 92 % des plus de 54 ans «soutient fortement» ou «tendent à soutenir» que les fournisseurs de services détectent le matériel d'abus sexuels d'enfants et les conversations de toilettage dans les messages en cas de risque important d'abus sexuels sur des enfants sur une plate-forme spécifique, cela s'applique à 78 % des 18-24 ans. Une augmentation du soutien est — encore une fois — observée par niveau d'éducation (de 85 % pour ceux qui ont quitté l'école âgés de 15 ans et moins à 89 % pour ceux qui sont restés à l'école plus longtemps).

L'année dernière, les fournisseurs de services ont envoyé 1,5 million de signalements d'abus sexuels sur des enfants en ligne provenant de l'UE. Plus d'un million de ces rapports — 70 % — provenaient de messages en ligne, de courriels et de chat, le reste provenant d'autres sources, telles que les médias sociaux et les plateformes de jeux. Dans quelle mesure appuieriez-vous ou vous opposeriez-vous à ce qui suit? (% par pays)

Les fournisseurs de services détectent le matériel pédopornographique et entretiennent des conversations dans des messages (par exemple, courrier électronique, chat) en cas de risque important d'abus sexuels sur des enfants sur une plate-forme spécifique

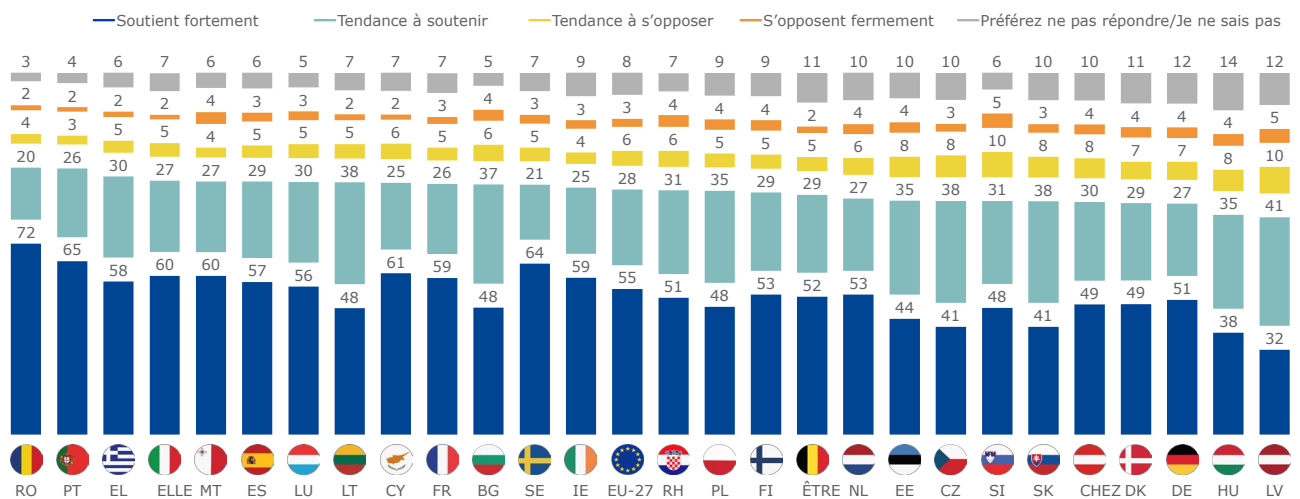


Base: Tous les répondants (n=26270)

Interrogés sur la détection de matériel pédopornographique et le toilettage dans les messages utilisant le cryptage de bout en bout, en cas de risque important d'abus sexuels sur des enfants sur une plateforme spécifique, 83 % des répondants dans l'ensemble de l'UE «appuient fortement» ou «tendent à soutenir». Les répondants en Roumanie (92 %) et au Portugal (91 %) sont les plus susceptibles de soutenir la détection de matériel pédopornographique et le toilettage dans les messages utilisant le cryptage de bout en bout, tandis que les répondants en Hongrie et en Lettonie sont les moins susceptibles de le faire (73 %). Les différences entre les groupes sociodémographiques pour l'utilisation du chiffrement de bout en bout sont conformes à celles qui ont été discutées jusqu'à présent dans cette section.

L'année dernière, les fournisseurs de services ont envoyé 1,5 million de signalements d'abus sexuels sur des enfants en ligne provenant de l'UE. Plus d'un million de ces rapports — 70 % — provenaient de messages en ligne, de courriels et de chat, le reste provenant d'autres sources, telles que les médias sociaux et les plateformes de jeux. Dans quelle mesure appuieriez-vous ou vous opposeriez-vous à ce qui suit? (% par pays)

Les fournisseurs de services détectent le matériel pédopornographique et le toilettage dans les messages à l'aide d'un cryptage de bout en bout (le chiffrement de bout en bout empêche le matériel ou les conversations d'être consultés par quiconque autre que l'expéditeur et le destinataire) en cas de risque important d'abus sexuels sur des enfants sur une plate-forme spécifique

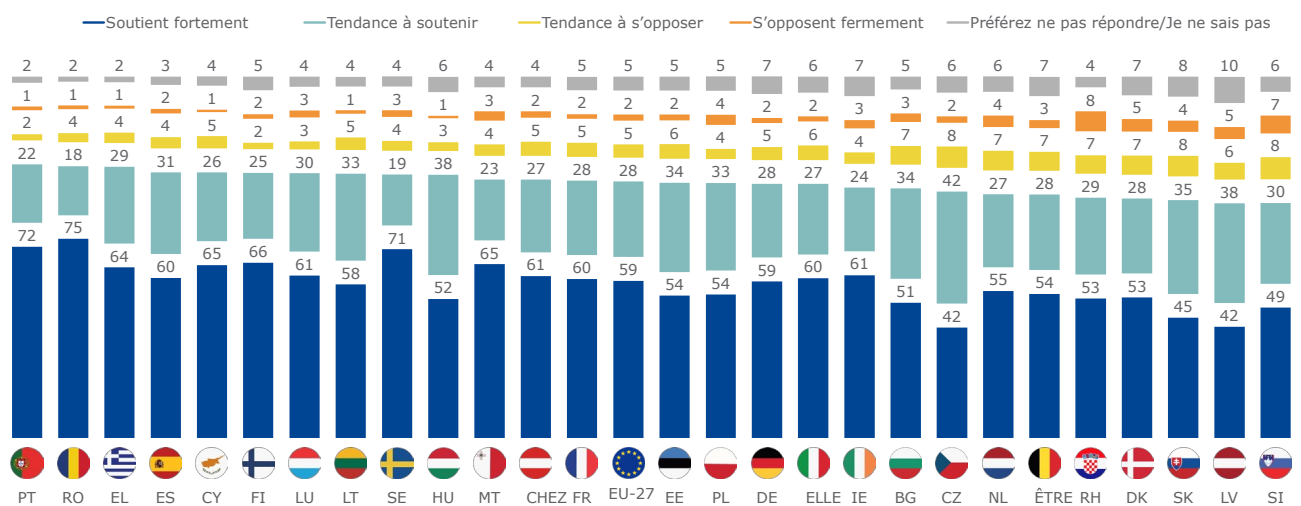


Base: Tous les répondants (n=26270)

Enfin, 87 % des personnes interrogées dans l'ensemble de l'UE «soutient fortement» ou «tendent à soutenir» que les fournisseurs de services détectent les contenus pédopornographiques et les conversations de toilette partagées publiquement (par exemple sur des forums, des plateformes de jeux). Les répondants au Portugal (94 %), en Roumanie (93 %) et en Grèce (93 %) sont — encore une fois — les plus susceptibles d'exprimer leur soutien, tandis que les répondants en Slovaquie (79 %) sont les moins susceptibles de le faire. Les différences entre les groupes sociodémographiques sont conformes à celles qui ont déjà été discutées dans cette section.

L'année dernière, les fournisseurs de services ont envoyé 1,5 million de signalements d'abus sexuels sur des enfants en ligne provenant de l'UE. Plus d'un million de ces rapports — 70 % — provenaient de messages en ligne, de courriels et de chat, le reste provenant d'autres sources, telles que les médias sociaux et les plateformes de jeux. Dans quelle mesure appuieriez-vous ou vous opposeriez-vous à ce qui suit? (% par pays)

Les fournisseurs de services détectent le matériel pédopornographique et entretiennent des conversations partagées publiquement (par exemple sur des forums, des plateformes de jeux)



Base: Tous les répondants (n=26270)

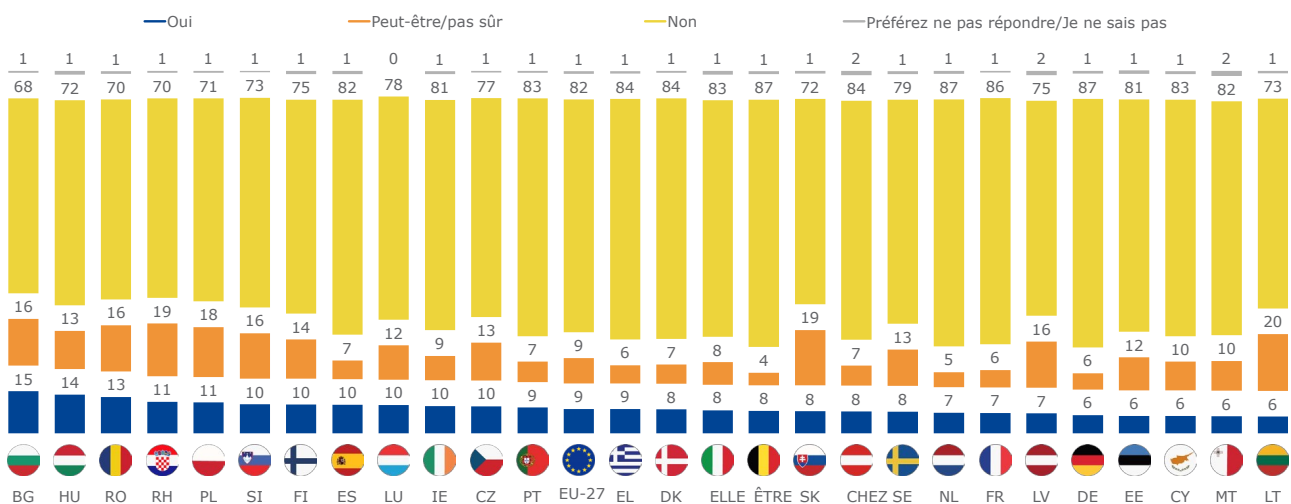
Section 6. Exposition à du matériel pédopornographique et intention de signaler

6.1. Exposition à du matériel pédopornographique en ligne

En moyenne, 9 % des répondants déclarent avoir rencontré ou avoir été exposés à du matériel pédopornographique (par exemple, photos et vidéos, activités de toilette). Une réponse supplémentaire de 9 % qu'ils ont pu être exposés, mais qu'ils ne sont pas sûrs. Au niveau des différents pays, la proportion de répondants ayant été exposés varie de 6 % dans des pays, tels que la Lituanie et Malte, à 13 % en Roumanie, 14 % en Hongrie et 15 % en Bulgarie.

Parmi les 18-24 ans, 18 % des répondants déclarent avoir découvert ou avoir été exposés à du matériel pédopornographique; ce chiffre est également supérieur à 10 % pour les 25-39 ans (13 %) et pour ceux qui poursuivent des études à temps plein (18 %).

Q11 Avez-vous déjà rencontré ou été exposé à du matériel pédopornographique en ligne (p. ex. photos et vidéos, activités de toilette)? (% par pays)



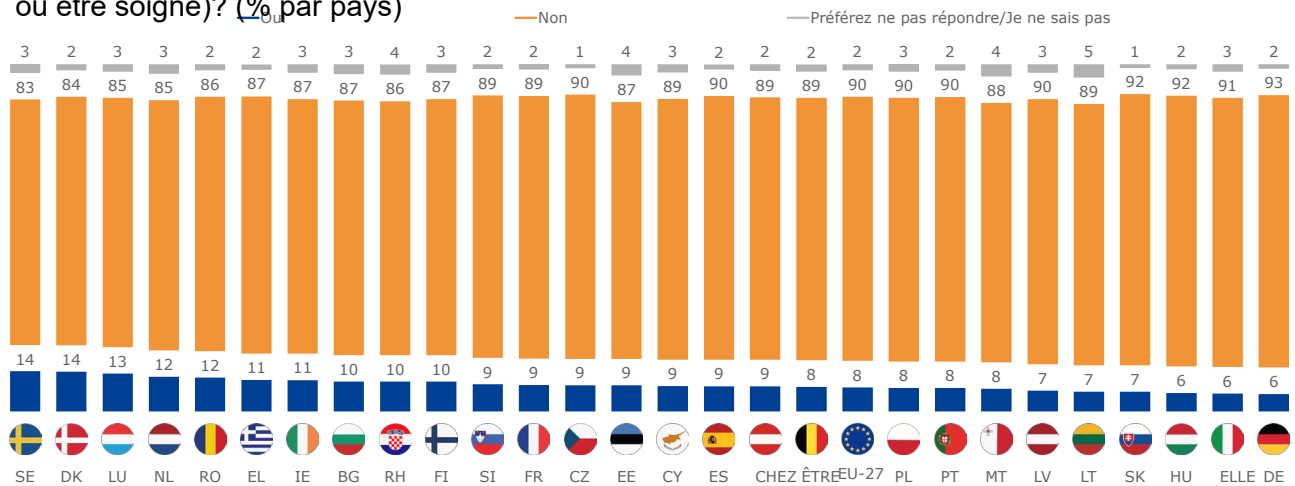
Base: Tous les répondants (n=26270)

6.2. Connaissance d'une victime d'abus sexuels sur des enfants en ligne

En moyenne, 8 % des répondants connaissent un enfant qui a été victime d'abus sexuels sur Internet (par exemple, avoir des images et des vidéos de leur violence partagée en ligne ou être soignés); ce chiffre est le plus élevé au Luxembourg (13 %), au Danemark et en Suède (14 % dans les deux cas).

Parmi les personnes âgées de 55 ans et plus, 3 % répondent qu'elles connaissent un enfant qui a été victime d'abus sexuels sur Internet; ce chiffre passe toutefois à 13 % pour les personnes âgées de 25 à 39 ans et à 20 % pour les 18 à 24 ans.

Q10 Est-ce que vous connaissez un enfant qui a été victime d'abus sexuels sur des enfants en ligne (p. ex. avoir des images et des vidéos de leur violence partagée en ligne ou être soigné)? (% par pays)

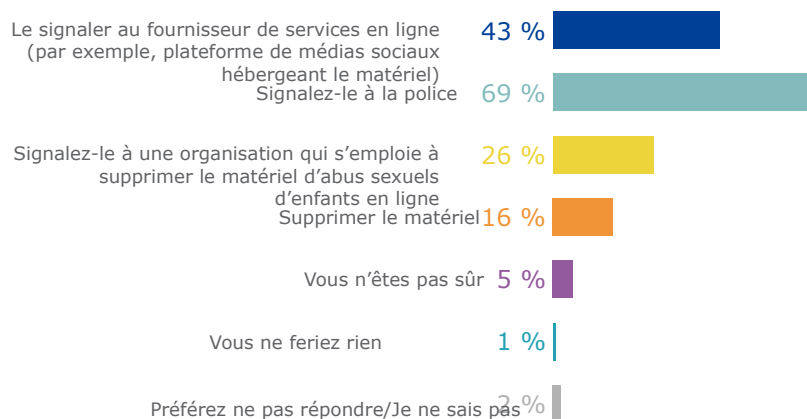


Base: Tous les répondants (n=26270)

6.3. Signaler du matériel d'abus sexuels sur des enfants en ligne

Lorsqu'on leur a demandé ce qu'ils feraient s'ils rencontraient du matériel pédopornographique en ligne, 69 % des répondants de l'UE ont répondu qu'ils le signaleraient à la police. Plus de quatre répondants sur dix (43 %) le signaleraient (également) au fournisseur de services en ligne (par exemple, la plateforme de médias sociaux hébergeant le matériel). Des actions plus petites le signaleraient à une organisation qui s'emploie à supprimer le matériel d'abus sexuels sur des enfants en ligne (26 %) ou supprimeraient le matériel (16 %). Seulement une poignée de répondants (1 %) disent qu'ils ne feraient rien et 5 % ne sont pas sûrs de ce qu'ils feraient.

Q12 Que feriez-vous si vous trouviez du matériel pédopornographique en ligne?
[Plusieurs réponses autorisées] (% EU27)



Base: Tous les répondants
(n=26 270)

L'analyse des groupes sociodémographiques montre que les femmes (73 %) sont plus susceptibles que les hommes (66 %) de répondre qu'elles signaleraient en ligne à la police du matériel pédopornographique, tandis que les hommes sont plus susceptibles de dire qu'ils supprimeraient le matériel (19 % contre 13 % des femmes). L'intention de signaler le matériel d'abus sexuels à la police augmente avec l'âge (de 50 % pour les 18-24 ans à 77 % pour les plus de 54 ans). Les jeunes répondants, quant à eux, ont plus tendance à avoir l'intention de signaler le matériel pédopornographique au fournisseur de services en ligne hébergeant le matériel (de 35 % pour les plus de 54 ans à 57 % pour les 18-24 ans) ou à une organisation qui s'emploie à supprimer ce matériel (de 24 % pour les plus de 54 ans à 31 % pour les 18-24 ans), ou à supprimer le matériel (de 14 % pour les plus de 54 ans à 26 % pour les 18-24 ans).

Dans l'ensemble des États membres, la plus grande partie des répondants répondent qu'ils signaleraient à la police du matériel pédopornographique en ligne. En outre, dans tous les États membres sauf deux, environ six répondants sur dix — ou plus — répondent que c'est ce qu'ils feraient (de 59 % en Bulgarie et en Tchéquie à 78 % au Danemark, en Allemagne et en Grèce). En Slovaquie (47 %) et en Lettonie (50 %), environ un répondant sur deux répond qu'ils signaleraient à la police du matériel pédopornographique en ligne.

La proportion de répondants qui signaleraient du matériel pédopornographique en ligne au fournisseur de services en ligne hébergeant le matériel varie de 31 % en Estonie et en Grèce à 55 % en Irlande et au Portugal. Entre 17 % des personnes interrogées en Tchéquie et en Espagne et 36 % en Irlande et aux Pays-Bas répondent que le matériel d'abus sexuels sur des enfants en ligne serait signalé à une organisation qui s'emploie à supprimer ce type de matériel. Plus d'un répondant sur cinq en France et aux Pays-Bas (tous deux 22 %) répond que, s'ils rencontraient des contenus pédopornographiques en ligne, ils supprimeraient le matériel. En Estonie, en Hongrie et en Roumanie, cette réponse est sélectionnée par seulement 9 % des répondants.

Q12 Que feriez-vous si vous trouviez du matériel pédopornographique en ligne? [Plusieurs réponses autorisées] (% mentionné par pays)

	Le signaler au fournisseur de services en ligne (par exemple, plateforme de médias sociaux hébergeant le matériel)	Signalez-le à la police	Signalez-le à une organisation qui s'emploie à supprimer le matériel d'abus sexuels d'enfants en ligne	Supprimer le matériel	Vous n'êtes pas sûr	Vous ne feriez rien	Préférez ne pas répondre/Je ne sais pas
EU-27	43	69	26	16	5	1	2
ÊTRE	40	63	28	14	9	1	3
BG	49	59	34	12	6	1	2
CZ	34	59	17	10	13	2	2
DK	44	78	28	14	5	0	1
DE	44	78	30	16	4	1	2
EE	31	68	31	9	11	1	1
IE	55	68	36	19	6	1	2
EL	31	78	33	10	3	0	0
ES	35	75	17	13	5	0	2
FR	54	66	35	22	4	0	2
RH	50	60	25	12	6	1	2
ELLE	38	67	18	18	3	2	2
CY	33	77	25	11	5	1	1
LV	36	50	22	10	16	2	2
LT	35	60	31	13	7	1	5
LU	45	77	23	12	4	0	1
HU	51	60	28	9	4	1	5
MT	45	66	28	17	7	0	2
NL	45	66	36	22	7	1	4
CHEZ	45	76	35	18	3	1	1
PL	37	65	21	14	8	1	3
PT	55	71	23	18	3	0	1
RO	51	63	26	9	8	1	1
SI	41	64	32	11	6	1	3
SK	41	47	20	13	11	2	4
FI	46	64	24	13	8	1	2
SE	43	71	26	10	10	1	2

Base: Tous les répondants (n=26 270)

Spécifications techniques

Entre le 28 juin et le 4 juillet 2023, Ipsos European Public Affairs a réalisé l'Eurobaromètre Flash 532 à la demande de la Commission européenne, direction générale des migrations et des affaires intérieures. Il s'agit d'une enquête grand public coordonnée par la direction générale de la communication, unité «Suivi des médias et Eurobaromètre». Eurobaromètre Flash 532 couvre la population des citoyens de l'UE, résidents de l'un des 27 États membres de l'UE et âgés de 18 ans et plus.

Toutes les entrevues ont été réalisées via Computer-Assisted Web Interviewing (CAWI), à l'aide de panels en ligne Ipsos et de leur réseau de partenaires. Les répondants ont été sélectionnés parmi les panels d'accès en ligne, des groupes de personnes présélectionnées qui ont accepté de participer à la recherche. Le quota d'échantillonnage a été fixé sur la base de l'âge (18-24 ans, 25-34 ans, 35-44 ans, 45-54 ans, 55-64 ans et 65 ans et plus), du sexe, du niveau d'éducation et de la région géographique (NUTS1, NUTS2 ou NUTS 3, en fonction de la taille du pays et du nombre de régions NUTS).

	Nombre d'entretiens	Dates des travaux sur le terrain	Population 18+ (nombre absolu)	Population de 18 ans et plus (en % de la population de l'EU-27)
EU-27	26270	28.6.2023-4.7.2023	365822635	100.00%
ÉTRE	1004	28.6.2023-4.7.2023	9289646	2,54 %
BG	1015	28.6.2023-4.7.2023	5650134	1,54 %
CZ	1045	28.6.2023-3.7.2023	8513726	2,33 %
DK	1025	28.6.2023-4.7.2023	4721691	1,29 %
DE	1011	28.6.2023-3.7.2023	69373865	18,96 %
EE	1040	28.6.2023-3.7.2023	1072458	0,29 %
IE	1050	28.6.2023-4.7.2023	3864876	1,06 %
EL	1011	28.6.2023-4.7.2023	8711062	2,38 %
ES	1038	28.6.2023-3.7.2023	39294807	10,74 %
FR	1011	28.6.2023-29. 6.2023	53438508	14,61 %
RH	1040	28.6.2023-4.7.2023	3195690	0,87 %
ELLE	1011	28.6.2023-29. 6.2023	49811219	13,62 %
CY	530	28.6.2023-4.7.2023	731677	0,20 %
LV	1020	28.6.2023-3.7.2023	1518893	0,42 %
LT	1022	28.6.2023-3.7.2023	2310067	0,63 %
LU	526	28.6.2023-4.7.2023	522754	0,14 %
HU	1040	28.6.2023-1.7.2023	7981992	2,18 %
MT	538	28.6.2023-4.7.2023	438294	0,12 %
NL	1004	28.6.2023-1.7.2023	14289828	3,91 %
CHEZ	1030	28.6.2023-3.7.2023	7427239	2,03 %
PL	1049	28.6.2023-4.7.2023	30743972	8,40 %
PT	1065	28.6.2023-5.7.2023	8715904	2,38 %
RO	1025	28.6.2023-4.7.2023	15304495	4,18 %
SI	1030	28.6.2023-4.7.2023	1730790	0,47 %
SK	1010	28.6.2023-3.7.2023	4402238	1,20 %
FI	1043	28.6.2023-3.7.2023	4512724	1,23 %
SE	1037	28.6.2023-4.7.2023	8254086	2,26 %

Questionnaire

DEMANDEZ À TOUS

Ce questionnaire porte sur la lutte contre les abus sexuels commis sur des enfants en ligne. Les «abus sexuels d'enfants en ligne» se produisent lorsque des images de maltraitance d'enfants sont partagées sur les réseaux sociaux et les services de messagerie, ou lorsque les enfants sont approchés en ligne par des adultes qui prétendent se lier d'amitié avec eux à des fins d'abus sexuel (c'est-à-dire de toilettage). À l'heure actuelle, un certain nombre de services en ligne, tels que les plateformes de médias sociaux, détectent ces activités et les signalent aux forces de l'ordre. Les forces de l'ordre utilisent ces rapports pour mettre fin aux abus en cours, sauver les enfants et traduire les auteurs en justice.

Il peut s'agir d'un sujet sensible, de sorte qu'une option «Prefer to not say» est incluse dans chaque question. N'oubliez pas que vos réponses seront toujours traitées de manière anonyme et ne seront jamais examinées individuellement.

DEMANDEZ À TOUS

Q1 À quel point pensez-vous que le problème de l'abus sexuel d'enfants en ligne se trouve dans [TOUR PAYS]?

(UNE RÉPONSE)

- 1 Très répandu
- 2 Entièrement répandu
- 3 Plutôt rare
- 4 Très rare
- 998 Préférer de ne pas répondre/Je ne sais pas

DEMANDEZ À TOUS

Q2 Quelles déclarations, le cas échéant, sont les plus proches de votre point de vue?

(UNE RÉPONSE)

- 1 La capacité de détecter la maltraitance des enfants est plus importante que le droit à la vie privée en ligne
- 2 Le droit à la vie privée en ligne et la capacité de détecter la maltraitance des enfants sont tous deux tout aussi importants.
- 3 Le droit à la vie privée en ligne est plus important que la capacité de détecter la maltraitance des enfants
- 998 Préférer de ne pas répondre/Je ne sais pas

DEMANDEZ À TOUS

Q3 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les déclarations suivantes?

Même si vous n'avez aucun rôle particulier avec les enfants, nous sommes toujours intéressés par votre opinion.

(UNE RÉPONSE PAR LIGNE — RANDOMISER 1-7)

		Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt en désaccord	Tout à fait en désaccord	Préférez ne pas répondre/Je ne sais pas
1	Les enfants peuvent utiliser Internet en toute sécurité sans être exposés à des contenus nocifs	1	2	3	4	998
2	Les enfants peuvent utiliser Internet en toute sécurité sans être approchés par des adultes qui cherchent à leur nuire	1	2	3	4	998
3	Les enfants sont de plus en plus à risque en ligne	1	2	3	4	998
4	Les parents, en général, savent ce que leurs enfants font en ligne	1	2	3	4	998
5	Les parents subissent de plus en plus de pressions pour s'assurer que leurs enfants restent en sécurité en ligne	1	2	3	4	998
6	Des outils tels que le contrôle parental ne sont pas suffisants pour assurer la sécurité des enfants en ligne	1	2	3	4	998
7	Les fournisseurs de services en ligne (par exemple, les plateformes de médias sociaux) peuvent jouer un rôle important dans la lutte contre les abus sexuels commis sur des enfants en ligne	1	2	3	4	998

DEMANDEZ À TOUS

Q4 Les auteurs échangent de plus en plus de matériel pédopornographique (p. ex. photos, vidéos) en ligne entre eux. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les déclarations suivantes?

(UNE RÉPONSE PAR LIGNE — RANDOMISER 2-4, GARDER 1 EN PREMIÈRE POSITION)

		Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt en désaccord	Tout à fait en désaccord	Préférez ne pas répondre/Je ne sais pas
1	Cette activité ne doit pas être détectée	1	2	3	4	998
2	Les fournisseurs de services en ligne (par exemple les plateformes de médias sociaux) devraient avoir la liberté de décider s'il y a lieu de s'attaquer à ce problème et comment le faire	1	2	3	4	998
3	L'échange de matériel pédopornographique devrait être détecté et faire l'objet d'enquêtes dans le but de sauver les victimes, de traduire les auteurs en justice et de les abattre afin d'empêcher la retraumatisation des victimes.	1	2	3	4	998
4	La détection de cette activité ne devrait être imposée que lorsque le nombre d'échanges sur une plate-forme ou un service spécifique par les auteurs est important.	1	2	3	4	998

DEMANDEZ À TOUS

Q5 Les fournisseurs de services en ligne (par exemple, les plateformes de médias sociaux) peuvent actuellement utiliser plusieurs mesures de sécurité, y compris une combinaison d'outils technologiques automatisés et de surveillance humaine, pour détecter et signaler les abus sexuels sur des enfants, aider à sauver les victimes et traduire les auteurs en justice.

Laquelle des déclarations suivantes est la plus proche de votre point de vue?

Fournisseurs de services en ligne (par exemple, plateformes de médias sociaux)...

(Un ANSWER — ROTATE 1-3 & 3-1, RECORD ORDER AS Q5_ORDER)

1	...devrait être en mesure de prendre des mesures volontaires pour détecter, supprimer et signaler les abus sexuels commis sur des enfants en ligne
2	...devrait, dans certaines circonstances, être obligée par la loi de détecter, de supprimer et de signaler les abus sexuels commis sur des enfants en ligne.
3	...ne devrait pas détecter, supprimer et signaler les abus sexuels commis sur des enfants en ligne
998	Préférez ne pas répondre/Je ne sais pas

DEMANDEZ À TOUS

Q6 À l'heure actuelle, en raison du caractère volontaire de la législation temporaire actuelle, seul un petit nombre de fournisseurs de services détectent, suppriment et signalent les abus sexuels en ligne sur leurs plateformes, tandis qu'un nombre important d'entre eux ne prennent aucune mesure. Dans cet esprit, laquelle des déclarations suivantes est la plus proche de votre point de vue?

Fournisseurs de services en ligne (par exemple, plateformes de médias sociaux)...

(UNE RÉPONSE — AFFICHER LES OPTIONS DE RÉPONSE DANS LE MÊME ORDRE QUE DANS Q5)

- 1 ... devrait être en mesure de prendre des mesures volontaires pour prévenir, détecter, supprimer et signaler les abus sexuels commis sur des enfants en ligne
- 2 ... devrait, dans certaines circonstances, être obligée par la loi de prévenir, de détecter, de supprimer et de signaler les abus sexuels commis sur des enfants en ligne.
- 3 ...ne devrait pas prévenir, détecter, supprimer et signaler les abus sexuels commis sur des enfants en ligne

998 Préférez ne pas répondre/Je ne sais pas

DEMANDEZ À TOUS

Q7 Le 3 août 2024, la législation de l'UE qui permet aux fournisseurs de services en ligne de détecter et de signaler volontairement les abus sexuels commis sur des enfants en ligne expirera. L'UE a proposé une nouvelle loi qui obligerait les fournisseurs de services en ligne à prévenir les abus sexuels commis sur des enfants sur leurs services. En cas d'échec de la prévention et en cas de risque important d'abus sexuels sur des enfants, le prestataire de services pourrait être temporairement obligé de détecter et de signaler les abus sexuels commis sur des enfants en ligne. Si cette nouvelle législation n'est pas approuvée d'ici août 2024, la détection des abus sexuels commis sur des enfants en ligne dans les échanges en ligne — volontaires ou non — devient illégale.

Dans cette optique, dans quelle mesure appuieriez-vous cette proposition de loi ou vous y opposeriez-vous?

(UNE RÉPONSE, ORDRE INVERSE 1-4/4-1, ORDRE D'ENREGISTREMENT COMME Q7_ORDER)

1	Soutient fortement
2	Tendance à soutenir
3	Tendance à s'opposer
4	S'opposent fermement
998	Préférez ne pas répondre/Je ne sais pas

DEMANDEZ À TOUS

Q8 Les fournisseurs de services en ligne peuvent utiliser divers outils, y compris une combinaison d'outils technologiques automatisés et de surveillance humaine, pour détecter les abus sexuels commis sur des enfants en ligne. Ces outils peuvent interférer dans une autre mesure avec la vie privée des utilisateurs. Dans quelle mesure soutiendriez-vous ou vous opposeriez-vous à la détection d'abus sexuels sur des enfants par des fournisseurs de services en ligne via...

(One ANSWER PER LINE, SHOW RESPONSE SCALE DANS LA MÊME ORDRE EN Q7, 1-4 vs 4-1)

		Soutient fortement	Tendance à soutenir	Tendanc e à s'oppose r	S'opposent fermement	Préférez ne pas répondre/Je ne sais pas
1	Outils qui détectent automatiquement les images et vidéos de matériel pédopornographique déjà connu de la police, pour identifier où ces images et vidéos sont à nouveau partagées en ligne	1	2	3	4	998
2	Outils basés sur l'intelligence artificielle (IA) permettant de détecter de nouvelles images et vidéos d'abus sexuels partagées en ligne	1	2	3	4	998
3	Outils basés sur l'intelligence artificielle (IA) détectant le toilettage et/ou les abus imminents	1	2	3	4	998

DEMANDEZ À TOUS

L'année dernière, les fournisseurs de services ont envoyé 1,5 million de signalements d'abus sexuels sur des enfants en ligne provenant de l'UE. Plus d'un million de ces rapports — 70 % — provenaient de messages en ligne, de courriels et de chat, le reste provenant d'autres sources, telles que les médias sociaux et les plateformes de jeux. Dans quelle mesure appuieriez-vous ou vous opposeriez-vous à ce qui suit?

(One ANSWER PER LINE, SHOW RESPONSE SCALE DANS LA MÊME ORDRE EN Q7, 1-4 vs 4-1)

		Soutient fortement	Tendance à soutenir	Tendance à s'opposer	S'opposen t fermement	Préférez ne pas répondre/Je ne sais pas
1	Les fournisseurs de services détectent le matériel pédopornographique et entretiennent des conversations partagées publiquement (par exemple sur des forums, des plateformes de jeux)	1	2	3	4	998
2	Les fournisseurs de services détectent le matériel pédopornographique et entretiennent des conversations dans des messages (par exemple, courrier électronique, chat) en cas de risque important d'abus sexuels sur des enfants sur une plate-forme spécifique	1	2	3	4	998
3	Les fournisseurs de services détectent le matériel pédopornographique et le toilettage dans les messages à l'aide d'un cryptage de bout en bout (le chiffrement de bout en bout empêche le matériel ou les conversations d'être consultés par quiconque autre que l'expéditeur et le destinataire) en cas de risque important d'abus sexuels sur des enfants sur une plate-forme spécifique	1	2	3	4	998

DEMANDEZ À TOUS

Q10 Est-ce que vous connaissez un enfant qui a été victime d'abus sexuels sur des enfants en ligne (p. ex. avoir des images et des vidéos de leur violence partagée en ligne ou être soigné)?

(UNE RÉPONSE)

1	Oui
2	Non
998	Préférez ne pas répondre/Je ne sais pas

DEMANDEZ À TOUS

Q11 Avez-vous déjà rencontré ou été exposé à du matériel pédopornographique en ligne (p. ex. photos et vidéos, activités de toilettage)?

(UNE RÉPONSE)

Eurobaromètre Flash 532 Protection des enfants contre les abus sexuels en ligne

1	Oui
2	Non
3	Peut-être/pas sûr
998	Préférez ne pas répondre/Je ne sais pas

DEMANDEZ À TOUS

Q12 Que feriez-vous si vous trouviez du matériel pédopornographique en ligne?

(PLUSIEURS RÉPONSES AUTORISÉES)

1	Le signaler au fournisseur de services en ligne (par exemple, plateforme de médias sociaux hébergeant le matériel)
2	Signalez-le à la police
3	Signalez-le à une organisation qui s'emploie à supprimer le matériel d'abus sexuels d'enfants en ligne
4	Supprimer le matériel
5	Vous n'êtes pas sûr [EXCLUSIF]
6	Vous ne feriez rien [EXCLUSIF]
998	Préférez ne pas répondre/Ne sais pas [EXCLUSIF]

Annexe de données

Q1 À quel point pensez-vous que le problème de l'abus sexuel d'enfants en ligne est dans [VOTRE PAYS]?

	Très répandue	Assez répandue	Plutôt rare	Très rare	Préférez ne pas répondre/ Je ne sais pas
EU-27	20	53	18	2	6
BE	16	52	19	3	11
BG	12	41	36	6	6
CZ	12	51	29	3	5
DK	6	34	52	5	4
DE	25	54	15	1	6
EE	5	42	38	6	9
IE	19	48	24	3	7
EL	25	61	11	1	2
ES	22	59	12	2	5
FR	22	52	17	2	7
HR	17	57	18	3	5
IT	21	60	13	1	6
CY	15	54	24	2	6
LV	4	33	39	7	18
LT	11	52	21	3	12
LU	8	41	35	4	13
HU	13	55	21	4	8
MT	11	45	29	5	10
NL	29	48	15	2	6
AT	17	53	21	3	6
PL	13	40	31	6	10
PT	21	56	12	2	9
RO	24	52	18	3	3
SI	15	49	29	5	3
SK	8	42	34	8	8
FI	15	47	26	4	10
SE	18	52	25	3	3

Eurobaromètre Flash 532 — Protection des enfants contre les abus sexuels en ligne

Travail sur le terrain: 28/6-4/7/2023/(%) Base: n=26 270 — Tous les répondants

Q2 Quelles déclarations, le cas échéant, sont les plus proches de votre point de vue?

	La capacité de détecter la maltraitance des enfants est plus importante que le droit à la vie privée en ligne	Le droit à la vie privée en ligne et la capacité de détecter la maltraitance des enfants sont tous deux tout aussi importants.	Le droit à la vie privée en ligne est plus important que la capacité de détecter la maltraitance des enfants	Préférez ne pas répondre/Je ne sais pas
EU-27	60	36	2	3
BE	56	39	2	4
BG	58	37	2	3
CZ	48	47	3	2
DK	62	32	2	4
DE	66	31	1	1
EE	50	44	3	3
IE	59	38	1	2
EL	65	33	1	1
ES	55	40	2	3
FR	56	39	2	3
HR	60	38	1	2
IT	72	24	2	2
CY	68	28	1	2
LV	47	42	4	7
LT	55	38	3	4
LU	67	29	2	2
HU	35	61	2	3
MT	51	45	1	3
NL	62	33	2	3
AT	60	37	2	1
PL	53	40	2	5
PT	50	47	1	2
RO	48	47	3	3
SI	57	38	2	2
SK	47	46	4	3
FI	55	38	3	5
SE	64	31	3	3

Eurobaromètre Flash 532 — Protection des enfants contre les abus sexuels en ligne

Travail sur le terrain: 28/6-4/7/2023/(%) Base: n=26 270 — Tous les répondants

Q3_1 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les énoncés suivants?

Les enfants peuvent utiliser Internet en toute sécurité sans être exposés à des contenus nocifs

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt en désaccord	Tout à fait en désaccord	Préférez ne pas répondre/ Je ne sais pas
EU-27	5	15	33	45	2
BE	3	12	32	51	2
BG	7	19	43	31	1
CZ	5	18	41	35	2
DK	4	15	43	37	2
DE	3	11	34	49	3
EE	3	15	47	32	2
IE	7	18	32	40	3
EL	7	19	40	33	1
ES	6	16	32	43	3
FR	4	10	25	61	1
HR	9	33	35	22	1
IT	5	17	34	41	3
CY	10	14	42	33	0
LV	4	15	44	36	1
LT	3	13	47	37	1
LU	3	9	39	48	0
HU	4	8	36	51	1
MT	9	16	36	38	1
NL	4	13	29	52	2
AT	4	12	38	45	2
PL	7	21	35	34	3
PT	13	32	27	26	2
RO	9	22	29	38	1
SI	5	20	31	44	1
SK	5	14	39	40	1
FI	3	18	37	40	3
SE	3	12	32	53	1

Eurobaromètre Flash 532 — Protection des enfants contre les abus sexuels en ligne

Travail sur le terrain: 28/6-4/7/2023/(%) Base: n=26 270 — Tous les répondants

Q3_2 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les énoncés suivants?

Les enfants peuvent utiliser Internet en toute sécurité sans être approchés par des adultes qui cherchent à leur nuire

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt en désaccord	Tout à fait en désaccord	Préférez ne pas répondre/ Je ne sais pas
EU-27	6	16	34	41	3
BE	3	13	32	49	3
BG	7	21	40	29	2
CZ	7	20	39	31	3
DK	4	18	40	33	5
DE	4	13	36	43	4
EE	3	23	48	23	4
IE	7	18	36	34	5
EL	6	17	40	36	1
ES	8	17	32	40	3
FR	5	10	25	58	2
HR	9	29	37	23	2
IT	6	18	34	39	3
CY	10	16	43	30	1
LV	5	18	44	29	4
LT	5	15	49	28	3
LU	4	14	38	42	1
HU	4	11	40	44	2
MT	11	17	41	29	2
NL	4	12	33	48	3
AT	3	17	39	37	3
PL	7	23	35	28	6
PT	13	28	29	28	2
RO	10	21	29	37	3
SI	5	22	33	40	1
SK	7	15	42	34	3
FI	5	19	40	33	3
SE	2	13	31	52	2

Eurobaromètre Flash 532 — Protection des enfants contre les abus sexuels en ligne

Travail sur le terrain: 28/6-4/7/2023/(%) Base: n=26 270 — Tous les répondants

Q3_3 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les déclarations suivantes?

Les enfants sont de plus en plus à risque en ligne

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt en désaccord	Tout à fait en désaccord	Préférez ne pas répondre/ Je ne sais pas
EU-27	52	40	4	2	1
BE	47	45	4	2	2
BG	53	39	6	2	0
CZ	47	43	7	2	1
DK	31	55	8	2	5
DE	48	44	4	2	2
EE	33	54	11	1	2
IE	55	36	5	3	2
EL	58	36	5	1	0
ES	56	39	4	2	0
FR	56	37	4	2	2
HR	55	41	3	2	0
IT	50	42	4	2	2
CY	64	30	5	1	0
LV	33	53	10	2	2
LT	39	52	6	2	2
LU	54	39	6	1	1
HU	52	40	5	2	1
MT	55	41	2	1	1
NL	51	40	5	2	2
AT	53	37	6	3	1
PL	49	42	4	3	1
PT	62	32	4	1	1
RO	65	31	3	2	1
SI	46	45	7	2	0
SK	51	43	4	2	1
FI	42	46	8	1	3
SE	56	37	6	1	1

Eurobaromètre Flash 532 — Protection des enfants contre les abus sexuels en ligne

Travail sur le terrain: 28/6-4/7/2023/(%) Base: n=26 270 — Tous les répondants

Q3_4 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les déclarations suivantes?

Les parents, en général, savent ce que leurs enfants font en ligne

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt en désaccord	Tout à fait en désaccord	Préférez ne pas répondre/ Je ne sais pas
EU-27	4	13	46	36	2
BE	3	11	46	38	2
BG	4	16	55	24	1
CZ	5	15	55	24	1
DK	3	17	53	23	3
DE	3	13	46	35	2
EE	1	14	61	23	1
IE	5	15	43	34	2
EL	3	11	53	32	1
ES	6	9	44	39	2
FR	3	10	44	42	1
HR	3	10	45	41	1
IT	3	12	44	39	3
CY	2	13	58	26	1
LV	4	18	54	22	2
LT	4	14	60	21	2
LU	3	9	55	33	1
HU	3	11	49	35	2
MT	3	13	53	29	2
NL	3	12	43	40	3
AT	3	12	50	34	1
PL	4	15	49	31	2
PT	3	14	42	41	1
RO	7	24	39	27	3
SI	3	15	46	36	1
SK	4	15	53	27	1
FI	3	13	47	35	3
SE	3	16	42	39	1

Eurobaromètre Flash 532 — Protection des enfants contre les abus sexuels en ligne

Travail sur le terrain: 28/6-4/7/2023/(%) Base: n=26 270 — Tous les répondants

Q3_5 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les énoncés suivants?

Les parents subissent de plus en plus de pressions pour s'assurer que leurs enfants restent en sécurité en ligne

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt en désaccord	Tout à fait en désaccord	Préférez ne pas répondre/ Je ne sais pas
EU-27	34	46	13	4	4
BE	23	50	16	5	7
BG	27	45	20	4	4
CZ	30	53	13	2	3
DK	34	54	8	2	3
DE	40	48	8	2	2
EE	36	51	10	1	2
IE	56	34	6	2	2
EL	45	48	5	2	1
ES	41	47	7	3	2
FR	14	44	27	8	8
HR	34	53	9	3	1
IT	17	49	22	6	5
CY	54	40	5	0	1
LV	13	48	25	5	9
LT	15	44	28	5	8
LU	37	50	9	2	2
HU	50	41	6	2	1
MT	49	43	7	1	1
NL	30	49	12	4	6
AT	44	44	7	3	2
PL	58	36	3	1	1
PT	48	41	7	3	1
RO	46	45	7	2	1
SI	29	56	11	3	1
SK	28	54	12	4	3
FI	45	47	5	1	2
SE	49	40	7	2	3

Eurobaromètre Flash 532 — Protection des enfants contre les abus sexuels en ligne

Travail sur le terrain: 28/6-4/7/2023/(%) Base: n=26 270 — Tous les répondants

Q3_6 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les énoncés suivants?

Des outils tels que le contrôle parental ne sont pas suffisants pour assurer la sécurité des enfants en ligne

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt en désaccord	Tout à fait en désaccord	Préférez ne pas répondre/ Je ne sais pas
EU-27	31	51	11	3	4
BE	25	53	14	4	5
BG	27	53	17	3	2
CZ	24	55	15	3	3
DK	25	51	14	3	9
DE	30	50	12	2	6
EE	23	56	16	2	3
IE	32	46	14	3	6
EL	31	55	10	3	2
ES	35	52	9	2	3
FR	40	47	9	2	3
HR	27	56	12	2	2
IT	26	55	12	4	4
CY	38	50	9	2	1
LV	21	55	18	3	3
LT	30	52	14	3	1
LU	26	55	14	3	4
HU	28	51	15	4	3
MT	28	52	16	1	3
NL	27	51	14	3	5
AT	29	50	14	4	3
PL	26	55	12	3	5
PT	35	52	9	2	2
RO	39	45	11	3	3
SI	24	55	16	4	2
SK	22	53	16	4	5
FI	21	54	14	3	8
SE	37	45	10	2	6

Eurobaromètre Flash 532 — Protection des enfants contre les abus sexuels en ligne

Travail sur le terrain: 28/6-4/7/2023/(%) Base: n=26 270 — Tous les répondants

Q3_7 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les énoncés suivants?

Les fournisseurs de services en ligne (par exemple, les plateformes de médias sociaux) peuvent jouer un rôle important dans la lutte contre les abus sexuels commis sur des enfants en ligne

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt en désaccord	Tout à fait en désaccord	Préférez ne pas répondre/ Je ne sais pas
EU-27	46	43	7	2	3
BE	43	43	7	2	5
BG	47	42	8	2	2
CZ	38	49	8	2	3
DK	43	42	7	2	6
DE	45	41	9	2	3
EE	39	51	6	1	3
IE	62	30	4	2	3
EL	44	44	8	3	2
ES	47	47	3	1	2
FR	46	43	6	3	1
HR	49	43	5	2	1
IT	46	44	7	2	2
CY	54	32	9	2	2
LV	39	50	6	2	3
LT	36	52	7	2	3
LU	43	45	7	3	3
HU	31	45	15	5	4
MT	54	35	6	2	3
NL	48	41	5	2	4
AT	44	40	9	3	3
PL	42	48	5	2	3
PT	61	33	3	2	1
RO	54	35	6	2	3
SI	39	49	8	3	2
SK	41	48	7	2	3
FI	48	43	5	1	3
SE	54	34	7	1	4

Eurobaromètre Flash 532 — Protection des enfants contre les abus sexuels en ligne

Travail sur le terrain: 28/6-4/7/2023/(%) Base: n=26 270 — Tous les répondants

Q4_1 Les auteurs échangent de plus en plus de matériel pédopornographique (p. ex. photos, vidéos) en ligne entre eux. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les déclarations suivantes?

Cette activité ne doit pas être détectée

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt en désaccord	Tout à fait en désaccord	Préférez ne pas répondre/ Je ne sais pas
EU-27	7	9	11	69	4
BE	4	8	11	74	3
BG	12	15	16	54	4
CZ	11	11	14	60	4
DK	5	12	15	63	6
DE	6	8	10	73	3
EE	4	7	12	72	5
IE	7	7	10	73	4
EL	10	10	11	66	3
ES	5	10	13	69	4
FR	6	8	11	73	3
HR	6	11	11	65	6
IT	8	12	13	62	5
CY	17	15	8	55	5
LV	5	11	16	60	9
LT	10	11	13	61	6
LU	6	6	10	75	5
HU	4	7	14	72	4
MT	3	5	13	75	4
NL	5	7	10	72	6
AT	8	7	10	72	3
PL	5	7	13	71	4
PT	11	9	7	70	4
RO	15	8	8	67	3
SI	8	11	12	65	4
SK	9	10	16	62	4
FI	6	8	9	74	3
SE	7	9	10	70	4

Eurobaromètre Flash 532 — Protection des enfants contre les abus sexuels en ligne

Travail sur le terrain: 28/6-4/7/2023/(%) Base: n=26 270 — Tous les répondants

Q4_2 Les auteurs échangent de plus en plus de matériel pédopornographique (p. ex. photos, vidéos) en ligne entre eux. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les déclarations suivantes?

Les fournisseurs de services en ligne (par exemple les plateformes de médias sociaux) devraient avoir la liberté de décider s'il y a lieu de s'attaquer à ce problème et comment le faire

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt en désaccord	Tout à fait en désaccord	Préférez ne pas répondre/ Je ne sais pas
EU-27	13	22	25	35	6
BE	13	27	24	29	7
BG	16	27	33	22	2
CZ	13	27	29	25	6
DK	6	13	27	45	9
DE	8	16	24	48	4
EE	10	31	35	20	5
IE	17	20	21	37	6
EL	14	29	27	27	4
ES	14	22	26	31	8
FR	16	24	21	32	7
HR	9	18	27	42	5
IT	10	20	26	38	7
CY	18	20	30	28	5
LV	17	34	28	16	6
LT	16	35	27	15	7
LU	5	13	33	48	2
HU	6	12	32	46	5
MT	13	20	26	37	5
NL	15	22	23	35	5
AT	6	14	28	47	4
PL	23	31	20	20	7
PT	16	25	27	29	4
RO	21	29	24	22	4
SI	16	20	23	39	3
SK	9	22	31	33	5
FI	18	20	22	34	6
SE	10	22	29	34	6

Eurobaromètre Flash 532 — Protection des enfants contre les abus sexuels en ligne

Travail sur le terrain: 28/6-4/7/2023/(%) Base: n=26 270 — Tous les répondants

Q4_3 Les auteurs échangent de plus en plus de matériel pédopornographique (p. ex. photos, vidéos) en ligne entre eux. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les déclarations suivantes?

L'échange de matériel pédopornographique devrait être détecté et faire l'objet d'enquêtes dans le but de sauver les victimes, de traduire les auteurs en justice et de les abattre afin d'empêcher la retraumatisation des victimes.

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt en désaccord	Tout à fait en désaccord	Préférez ne pas répondre/ Je ne sais pas
EU-27	77	17	3	1	1
BE	77	18	3	1	1
BG	71	22	4	2	1
CZ	69	23	4	2	2
DK	73	20	4	1	2
DE	79	15	4	1	1
EE	71	24	2	1	1
IE	83	12	2	2	1
EL	81	14	2	1	1
ES	78	16	3	2	1
FR	77	17	4	1	1
HR	79	17	2	1	1
IT	78	17	3	1	1
CY	86	11	1	1	1
LV	72	22	3	2	1
LT	72	23	3	1	1
LU	83	15	2	1	1
HU	73	20	3	2	1
MT	85	12	1	1	1
NL	77	14	6	2	1
AT	80	14	4	2	1
PL	70	21	4	2	3
PT	86	11	2	1	1
RO	80	14	4	2	1
SI	76	20	3	1	0
SK	67	27	4	2	1
FI	78	18	2	1	1
SE	83	12	3	1	1

Eurobaromètre Flash 532 — Protection des enfants contre les abus sexuels en ligne

Travail sur le terrain: 28/6-4/7/2023/(%) Base: n=26 270 — Tous les répondants

Q4_4 Les auteurs échangent de plus en plus de matériel pédopornographique (p. ex. photos, vidéos) en ligne entre eux. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les déclarations suivantes?

La détection de cette activité ne devrait être imposée que lorsque le nombre d'échanges sur une plate-forme ou un service spécifique par les auteurs est important.

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt en désaccord	Tout à fait en désaccord	Préférez ne pas répondre/ Je ne sais pas
EU-27	8	15	23	49	5
BE	8	15	19	50	9
BG	12	20	32	33	3
CZ	7	17	27	42	7
DK	13	20	27	29	11
DE	6	12	22	54	6
EE	4	11	31	52	3
IE	8	14	22	49	7
EL	8	14	26	47	5
ES	8	13	21	54	4
FR	11	14	19	51	5
HR	7	14	22	52	4
IT	7	15	24	49	5
CY	8	15	20	52	6
LV	9	23	28	34	7
LT	7	14	31	43	5
LU	5	15	23	52	5
HU	5	11	27	53	4
MT	6	19	28	41	5
NL	10	17	22	43	8
AT	8	15	24	48	6
PL	9	17	26	42	7
PT	7	15	20	57	2
RO	15	18	19	45	4
SI	9	14	21	55	2
SK	9	20	31	35	5
FI	9	13	25	47	7
SE	8	14	19	51	8

Eurobaromètre Flash 532 — Protection des enfants contre les abus sexuels en ligne

Travail sur le terrain: 28/6-4/7/2023/(%) Base: n=26 270 — Tous les répondants

Q5 Les fournisseurs de services en ligne (par exemple, les plateformes de médias sociaux) peuvent actuellement utiliser plusieurs mesures de sécurité, y compris une combinaison d'outils technologiques automatisés et de surveillance humaine, pour détecter et signaler les abus sexuels sur des enfants, aider à sauver les victimes et traduire les auteurs en justice. Laquelle des déclarations suivantes est la plus proche de votre point de vue?

Fournisseurs de services en ligne (par exemple, plateformes de médias sociaux)...

	...devrait être en mesure de prendre des mesures volontaires pour détecter, supprimer et signaler les abus sexuels commis sur des enfants en ligne	... devrait, dans certaines circonstances, être obligée par la loi de détecter, de supprimer et de signaler les abus sexuels commis sur des enfants en ligne.	...ne devrait pas détecter, supprimer et signaler les abus sexuels commis sur des enfants en ligne	Préférez ne pas répondre/Je ne sais pas
EU-27	41	55	2	2
BE	45	49	2	4
BG	35	62	2	2
CZ	26	59	12	4
DK	41	52	2	4
DE	26	71	2	2
EE	29	67	1	2
IE	44	51	2	2
EL	42	54	3	2
ES	46	50	1	3
FR	64	33	1	2
HR	40	58	1	2
IT	30	65	3	2
CY	31	64	3	2
LV	28	63	4	5
LT	49	44	3	5
LU	26	67	3	4
HU	48	47	1	4
MT	42	55	1	2
NL	27	64	5	4
AT	24	71	3	3
PL	50	46	2	2
PT	55	44	1	1
RO	54	42	2	2
SI	45	51	2	2
SK	43	50	4	3
FI	39	57	1	3
SE	36	59	2	4

Eurobaromètre Flash 532 — Protection des enfants contre les abus sexuels en ligne

Travail sur le terrain: 28/6-4/7/2023/(%) Base: n=26 270 — Tous les répondants

Q6 À l'heure actuelle, en raison du caractère volontaire de la législation temporaire actuelle, seul un petit nombre de fournisseurs de services détectent, suppriment et signalent les abus sexuels en ligne sur leurs plateformes, tandis qu'un nombre important d'entre eux ne prennent aucune mesure. Dans cet esprit, laquelle des déclarations suivantes est la plus proche de votre point de vue?

Fournisseurs de services en ligne (par exemple, plateformes de médias sociaux)...

	... devrait être en mesure de prendre des mesures volontaires pour prévenir, détecter, supprimer et signaler les abus sexuels commis sur des enfants en ligne	... devrait, dans certaines circonstances, être obligée par la loi de prévenir, de détecter, de supprimer et de signaler les abus sexuels commis sur des enfants en ligne.	...ne devrait pas prévenir, détecter, supprimer et signaler les abus sexuels commis sur des enfants en ligne	Préférez ne pas répondre/Je ne sais pas
EU-27	38	57	3	3
BE	41	52	3	4
BG	32	66	1	1
CZ	27	63	6	4
DK	32	60	3	5
DE	23	73	2	2
EE	26	71	1	2
IE	38	58	2	3
EL	40	55	2	3
ES	41	54	2	2
FR	60	36	2	2
HR	38	60	1	1
IT	32	64	2	2
CY	27	67	4	2
LV	28	65	2	5
LT	47	48	1	4
LU	23	72	3	3
HU	50	47	1	3
MT	38	59	1	2
NL	23	68	5	4
AT	20	75	2	3
PL	46	44	5	5
PT	52	47	1	0
RO	49	48	1	2
SI	43	51	3	3
SK	40	52	4	4
FI	36	60	1	3
SE	30	65	3	3

Eurobaromètre Flash 532 — Protection des enfants contre les abus sexuels en ligne

Travail sur le terrain: 28/6-4/7/2023/(%) Base: n=26 270 — Tous les répondants

Q7 Le 3 août 2024, la législation de l'UE qui permet aux fournisseurs de services en ligne de détecter et de signaler volontairement les abus sexuels commis sur des enfants en ligne expirera. L'UE a proposé une nouvelle loi qui obligerait les fournisseurs de services en ligne à prévenir les abus sexuels commis sur des enfants sur leurs services. En cas d'échec de la prévention et en cas de risque important d'abus sexuels sur des enfants, le prestataire de services pourrait être temporairement obligé de détecter et de signaler les abus sexuels commis sur des enfants en ligne. Si cette nouvelle législation n'est pas approuvée d'ici août 2024, la détection des abus sexuels commis sur des enfants en ligne dans les échanges en ligne — volontaires ou non — devient illégale. **Dans cette optique, dans quelle mesure appuieriez-vous cette proposition de loi ou vous y opposeriez-vous?**

	Soutient fortement	Tendance à soutenir	Tendance à s'opposer	S'opposent fermement	Préférez ne pas répondre/ Je ne sais pas
EU-27	56	22	6	7	9
BE	48	25	5	6	15
BG	54	26	7	7	6
CZ	45	38	4	4	9
DK	55	23	5	4	12
DE	63	19	4	5	9
EE	43	28	10	9	11
IE	63	19	4	6	8
EL	42	28	9	14	7
ES	51	25	7	8	9
FR	55	24	6	6	9
HR	56	23	6	9	7
IT	58	21	4	9	8
CY	41	24	9	17	10
LV	43	32	7	5	13
LT	36	29	11	11	12
LU	64	19	4	5	8
HU	51	24	7	7	12
MT	58	19	3	13	6
NL	58	20	7	6	8
AT	63	18	4	5	9
PL	45	26	7	11	12
PT	62	18	4	10	6
RO	67	14	5	8	6
SI	47	28	8	11	7
SK	49	27	8	6	10
FI	59	18	5	8	11
SE	57	16	6	13	9

Eurobaromètre Flash 532 — Protection des enfants contre les abus sexuels en ligne

Travail sur le terrain: 28/6-4/7/2023/(%) Base: n=26 270 — Tous les répondants

Q8_1 Les fournisseurs de services en ligne peuvent utiliser divers outils, y compris une combinaison d'outils technologiques automatisés et de surveillance humaine, pour détecter les abus sexuels commis contre des enfants en ligne. Ces outils peuvent interférer dans une autre mesure avec la vie privée des utilisateurs. Dans quelle mesure appuieriez-vous ou vous opposeriez-vous à la détection des abus sexuels commis sur des enfants par des fournisseurs de services en ligne via... **Outils qui détectent automatiquement des images et des vidéos de matériel pédopornographique déjà connu de la police, afin d'identifier où ces images et vidéos sont à nouveau partagées en ligne**

	Soutient fortement	Tendance à soutenir	Tendance à s'opposer	S'opposent fermement	Préférez ne pas répondre/ Je ne sais pas
EU-27	61	28	5	2	4
BE	60	28	6	2	5
BG	52	35	6	3	4
CZ	40	41	8	4	6
DK	61	28	5	2	5
DE	65	25	4	2	4
EE	54	37	4	2	3
IE	68	23	3	3	3
EL	61	29	5	2	3
ES	62	29	5	2	3
FR	62	27	5	2	4
HR	63	27	5	3	2
IT	61	26	7	2	4
CY	65	25	2	3	6
LV	47	40	5	3	5
LT	53	36	5	2	4
LU	67	25	2	3	3
HU	55	34	5	2	5
MT	74	19	2	3	4
NL	61	26	6	2	5
AT	66	25	4	2	4
PL	50	36	5	4	5
PT	73	22	3	2	1
RO	71	19	5	2	3
SI	58	30	6	3	3
SK	51	35	7	3	5
FI	65	26	3	1	5
SE	71	18	5	2	5

Eurobaromètre Flash 532 — Protection des enfants contre les abus sexuels en ligne

Travail sur le terrain: 28/6-4/7/2023/(%) Base: n=26 270 — Tous les répondants

Q8_2 Les fournisseurs de services en ligne peuvent utiliser divers outils, y compris une combinaison d'outils technologiques automatisés et de surveillance humaine, pour détecter les abus sexuels commis sur des enfants en ligne. Ces outils peuvent interférer dans une autre mesure avec la vie privée des utilisateurs. Dans quelle mesure soutenez-vous ou vous opposeriez-vous à la détection des abus sexuels commis sur des enfants par des fournisseurs de services en ligne via... **Outils basés sur l'intelligence artificielle (IA) détectant de nouvelles images et vidéos d'abus sexuels partagées en ligne**

	Soutient fortement	Tendance à soutenir	Tendance à s'opposer	S'opposent fermement	Préférez ne pas répondre/ Je ne sais pas
EU-27	52	33	7	4	6
BE	48	34	7	3	8
BG	45	39	9	5	3
CZ	37	40	12	5	7
DK	43	38	8	4	8
DE	52	33	6	3	6
EE	42	44	7	3	5
IE	53	29	6	4	8
EL	48	39	7	3	4
ES	53	33	6	2	6
FR	53	29	7	4	6
HR	54	32	7	4	4
IT	54	30	8	3	6
CY	58	31	5	2	4
LV	40	43	8	3	6
LT	43	40	9	2	7
LU	53	34	5	3	4
HU	48	36	7	3	5
MT	65	26	3	2	4
NL	46	34	8	4	8
AT	52	31	9	4	5
PL	45	38	6	5	6
PT	65	28	3	2	2
RO	64	25	6	3	3
SI	53	33	9	3	3
SK	41	37	10	6	6
FI	49	37	6	2	6
SE	54	28	9	4	4

Eurobaromètre Flash 532 — Protection des enfants contre les abus sexuels en ligne

Travail sur le terrain: 28/6-4/7/2023/(%) Base: n=26 270 — Tous les répondants

Q8_3 Les fournisseurs de services en ligne peuvent utiliser divers outils, y compris une combinaison d'outils technologiques automatisés et de surveillance humaine, pour détecter les abus sexuels commis sur des enfants en ligne. Ces outils peuvent interférer dans une autre mesure avec la vie privée des utilisateurs. Dans quelle mesure soutenez-vous ou vous opposeriez-vous à la détection des abus sexuels commis sur des enfants par des fournisseurs de services en ligne via... **Outils basés sur l'intelligence artificielle (IA) détectant le toilettage et/ou les abus imminents**

	Soutient fortement	Tendance à soutenir	Tendance à s'opposer	S'opposent fermement	Préférez ne pas répondre/ Je ne sais pas
EU-27	53	31	6	3	6
BE	47	33	7	3	10
BG	48	36	9	5	3
CZ	40	39	11	4	7
DK	45	36	8	3	8
DE	50	31	7	3	8
EE	44	43	6	2	6
IE	57	29	5	4	6
EL	51	38	4	2	4
ES	60	29	4	2	6
FR	52	30	8	3	8
HR	58	31	5	2	4
IT	58	28	7	3	4
CY	59	31	4	3	3
LV	39	43	7	2	9
LT	45	40	7	2	6
LU	52	34	5	3	6
HU	48	37	7	3	6
MT	68	24	3	2	3
NL	46	33	9	3	9
AT	52	32	7	3	6
PL	50	36	4	4	6
PT	68	26	3	2	3
RO	67	24	3	3	3
SI	55	30	8	4	3
SK	40	38	10	5	8
FI	54	34	5	3	5
SE	55	28	9	3	5

Eurobaromètre Flash 532 — Protection des enfants contre les abus sexuels en ligne

Travail sur le terrain: 28/6-4/7/2023/(%) Base: n=26 270 — Tous les répondants

Q9_1 L'année dernière, les prestataires de services ont envoyé 1,5 million de signalements d'abus sexuels sur des enfants en ligne provenant de l'UE. Plus d'un million de ces rapports — 70 % — provenaient de messages en ligne, de courriels et de chat, le reste provenant d'autres sources, telles que les médias sociaux et les plateformes de jeux. Dans quelle mesure appuieriez-vous ou vous opposeriez-vous à ce qui suit? **Les fournisseurs de services détectent le matériel pédopornographique et entretiennent des conversations partagées publiquement (par exemple sur des forums, des plateformes de jeux)**

	Soutient fortement	Tendance à soutenir	Tendance à s'opposer	S'opposent fermement	Préférez ne pas répondre/ Je ne sais pas
EU-27	59	28	5	2	5
BE	54	28	7	3	7
BG	51	34	7	3	5
CZ	42	42	8	2	6
DK	53	28	7	5	7
DE	59	28	5	2	7
EE	54	34	6	2	5
IE	61	24	4	3	7
EL	64	29	4	1	2
ES	60	31	4	2	3
FR	60	28	5	2	5
HR	53	29	7	8	4
IT	60	27	6	2	6
CY	65	26	5	1	4
LV	42	38	6	5	10
LT	58	33	5	1	4
LU	61	30	3	3	4
HU	52	38	3	1	6
MT	65	23	4	3	4
NL	55	27	7	4	6
AT	61	27	5	2	4
PL	54	33	4	4	5
PT	72	22	2	1	2
RO	75	18	4	1	2
SI	49	30	8	7	6
SK	45	35	8	4	8
FI	66	25	2	2	5
SE	71	19	4	3	4

Eurobaromètre Flash 532 — Protection des enfants contre les abus sexuels en ligne

Travail sur le terrain: 28/6-4/7/2023/(%) Base: n=26 270 — Tous les répondants

Q9_2 L'année dernière, les prestataires de services ont envoyé 1,5 million de signalements d'abus sexuels sur des enfants en ligne provenant de l'UE. Plus d'un million de ces rapports — 70 % — provenaient de messages en ligne, de courriels et de chat, le reste provenant d'autres sources, telles que les médias sociaux et les plateformes de jeux. Dans quelle mesure appuieriez-vous ou vous opposeriez-vous à ce qui suit? **Les fournisseurs de services détectent le matériel pédopornographique et entretiennent des conversations dans des messages (par exemple, courrier électronique, chat) en cas de risque important d'abus sexuels sur des enfants sur une plate-forme spécifique**

	Soutient fortement	Tendance à soutenir	Tendance à s'opposer	S'opposent fermement	Préférez ne pas répondre/ Je ne sais pas
EU-27	58	29	5	2	5
BE	55	31	5	2	8
BG	51	36	7	3	4
CZ	43	41	8	3	6
DK	52	30	7	4	8
DE	58	28	4	3	7
EE	47	39	7	2	5
IE	62	26	3	3	6
EL	64	29	4	2	2
ES	58	31	5	2	4
FR	59	29	5	2	5
HR	53	33	6	4	4
IT	63	26	3	2	6
CY	62	26	5	2	5
LV	36	43	9	4	9
LT	50	37	7	1	5
LU	59	32	3	3	4
HU	40	40	8	3	10
MT	65	26	2	3	4
NL	56	28	6	3	6
AT	58	28	6	2	6
PL	53	34	5	3	6
PT	69	24	3	1	3
RO	75	18	4	2	2
SI	51	31	9	5	4
SK	44	38	8	3	7
FI	59	30	5	2	5
SE	66	21	6	3	4

Eurobaromètre Flash 532 — Protection des enfants contre les abus sexuels en ligne

Travail sur le terrain: 28/6-4/7/2023/(%) Base: n=26 270 — Tous les répondants

Q9_3 L'année dernière, les prestataires de services ont envoyé 1,5 million de signalements d'abus sexuels sur des enfants en ligne provenant de l'UE. Plus d'un million de ces rapports — 70 % — provenaient de messages en ligne, de courriels et de chat, le reste provenant d'autres sources, telles que les médias sociaux et les plateformes de jeux. Dans quelle mesure appuieriez-vous ou vous opposeriez-vous à ce qui suit? **Les fournisseurs de services qui détectent le matériel pédopornographique et le toilettage dans les messages utilisant le chiffrement de bout en bout* en cas de risque important d'abus sexuels sur des enfants sur une plate-forme spécifique** (* le cryptage de bout en bout empêche le matériel ou les conversations d'être consultés par quiconque autre que l'expéditeur et le destinataire)

	Soutient fortement	Tendance à soutenir	Tendance à s'opposer	S'opposent fermement	Préférez ne pas répondre/ Je ne sais pas
EU-27	55	28	6	3	8
BE	52	29	5	2	11
BG	48	37	6	4	5
CZ	41	38	8	3	10
DK	49	29	7	4	11
DE	51	27	7	4	12
EE	44	35	8	4	10
IE	59	25	4	3	9
EL	58	30	5	2	6
ES	57	29	5	3	6
FR	59	26	5	3	7
HR	51	31	6	4	7
IT	60	27	5	2	7
CY	61	25	6	2	7
LV	32	41	10	5	12
LT	48	38	5	2	7
LU	56	30	5	3	5
HU	38	35	8	4	14
MT	60	27	4	4	6
NL	53	27	6	4	10
AT	49	30	8	4	10
PL	48	35	5	4	9
PT	65	26	3	2	4
RO	72	20	4	2	3
SI	48	31	10	5	6
SK	41	38	8	3	10
FI	53	29	5	4	9
SE	64	21	5	3	7

Eurobaromètre Flash 532 — Protection des enfants contre les abus sexuels en ligne

Travail sur le terrain: 28/6-4/7/2023/(%) Base: n=26 270 — Tous les répondants

Q10 Est-ce que vous connaissez un enfant qui a été victime d'abus sexuels sur des enfants en ligne (p. ex. avoir des images et des vidéos de leur violence partagée en ligne ou être soigné)?

	Oui	Non	Préférez ne pas répondre/Je ne sais pas
EU-27	8	90	2
BE	8	89	2
BG	10	87	3
CZ	9	90	1
DK	14	84	2
DE	6	93	2
EE	9	87	4
IE	11	87	3
EL	11	87	2
ES	9	90	2
FR	9	89	2
HR	10	86	4
IT	6	91	3
CY	9	89	3
LV	7	90	3
LT	7	89	5
LU	13	85	3
HU	6	92	2
MT	8	88	4
NL	12	85	3
AT	9	89	2
PL	8	90	3
PT	8	90	2
RO	12	86	2
SI	9	89	2
SK	7	92	1
FI	10	87	3
SE	14	83	3

Eurobaromètre Flash 532 — Protection des enfants contre les abus sexuels en ligne

Travail sur le terrain: 28/6-4/7/2023/(%) Base: n=26 270 — Tous les répondants

Q11 Avez-vous déjà rencontré ou été exposé à du matériel pédopornographique en ligne (p. ex. photos et vidéos, activités de toilettage)?

	Oui	Non	Peut-être/pas sûr	Préférez ne pas répondre/ Je ne sais pas
EU-27	9	82	9	1
BE	8	87	4	1
BG	15	68	16	1
CZ	10	77	13	1
DK	8	84	7	1
DE	6	87	6	1
EE	6	81	12	1
IE	10	81	9	1
EL	9	84	6	1
ES	10	82	7	1
FR	7	86	6	1
HR	11	70	19	1
IT	8	83	8	1
CY	6	83	10	1
LV	7	75	16	2
LT	6	73	20	1
LU	10	78	12	0
HU	14	72	13	1
MT	6	82	10	2
NL	7	87	5	1
AT	8	84	7	2
PL	11	71	18	1
PT	9	83	7	1
RO	13	70	16	1
SI	10	73	16	1
SK	8	72	19	1
FI	10	75	14	1
SE	8	79	13	1

Eurobaromètre Flash 532 — Protection des enfants contre les abus sexuels en ligne

Travail sur le terrain: 28/6-4/7/2023/(%) Base: n=26 270 — Tous les répondants

Q12 Que feriez-vous si vous trouviez du matériel pédopornographique en ligne?

[PLUSIEURS RÉPONSES AUTORISÉES]

	Le signaler au fournisseur de services en ligne (par exemple, plateforme de médias sociaux hébergeant le matériel)	Signalez-le à la police	Signalez-le à une organisation qui s'emploie à supprimer le matériel d'abus sexuels d'enfants en ligne	Supprimer le matériel	Vous n'êtes pas sûr	Vous ne feriez rien	Préférez ne pas répondre/Je ne sais pas
EU-27	43	69	26	16	5	1	2
BE	40	63	28	14	9	1	3
BG	49	59	34	12	6	1	2
CZ	34	59	17	10	13	2	2
DK	44	78	28	14	5	0	1
DE	44	78	30	16	4	1	2
EE	31	68	31	9	11	1	1
IE	55	68	36	19	6	1	2
EL	31	78	33	10	3	0	0
ES	35	75	17	13	5	0	2
FR	54	66	35	22	4	0	2
HR	50	60	25	12	6	1	2
IT	38	67	18	18	3	2	2
CY	33	77	25	11	5	1	1
LV	36	50	22	10	16	2	2
LT	35	60	31	13	7	1	5
LU	45	77	23	12	4	0	1
HU	51	60	28	9	4	1	5
MT	45	66	28	17	7	0	2
NL	45	66	36	22	7	1	4
AT	45	76	35	18	3	1	1
PL	37	65	21	14	8	1	3
PT	55	71	23	18	3	0	1
RO	51	63	26	9	8	1	1
SI	41	64	32	11	6	1	3
SK	41	47	20	13	11	2	4
FI	46	64	24	13	8	1	2
SE	43	71	26	10	10	1	2

Eurobaromètre Flash 532 — Protection des enfants contre les abus sexuels en ligne

Travail sur le terrain: 28/6-4/7/2023/(%) Base: n=26 270 — Tous les répondants

Commentaires et informations complémentaires

(Pierre Dieumegard)

Problèmes linguistiques

Le rapport officiel en anglais contient une liste de questions en anglais. La traduction automatique dans les différentes langues officielles ne donne pas toujours le texte exact des différentes questions réellement posées dans les différentes langues. Pour en savoir plus sur les questions réellement posées, les questionnaires des différents pays peuvent être téléchargés à l'adresse https://search.gesis.org/research_data/ZA8763

La traduction automatique donne parfois de mauvais résultats, en particulier dans le domaine du comportement sexuel.

Le terme «grooming» est mal traduit par le traducteur automatique. Dans la fiche pays, cela est indiqué par une «manipulation psychologique», ce qui n'est pas clair. Ce terme «grooming» n'existe pas avec ce sens sexuel dans mon «Grand Dictionnaire Larousse Chambers» de 1999. Dans «Oxford Advanced Learners Dictionary, 7e édition» de 2005, ce sens est dans la dernière position, avec la définition de «préparer un enfant à une réunion, en particulier en utilisant un salon de discussion sur Internet, avec l'intention d'accomplir un acte sexuel illégal».

Quasi-absence de données sociodémographiques dans le rapport officiel

Dans les rapports Eurobaromètre habituels, les données sociodémographiques (sexe, âge, niveau d'éducation, et parfois lieu de résidence, richesse et autres indications) sont généralement données sous la forme d'un tableau, même s'il n'y a pas ou peu de graphiques pour les représenter. Dans ce Flash Eurobaromètre 532, il n'y a pas de tableaux, et à peine quelques phrases dans le texte: le terme «sociodemo» n'existe que 5 fois dans le rapport, pour les questions Q7, Q9 et Q12.

Cependant, ces questions ont été posées, et les résultats sont bien disponibles dans les fichiers.xls disponibles sur https://data.europa.eu/data/datasets/s2656_fl532_eng

C'est dommage, parce que nous pouvons trouver quelque chose à penser.

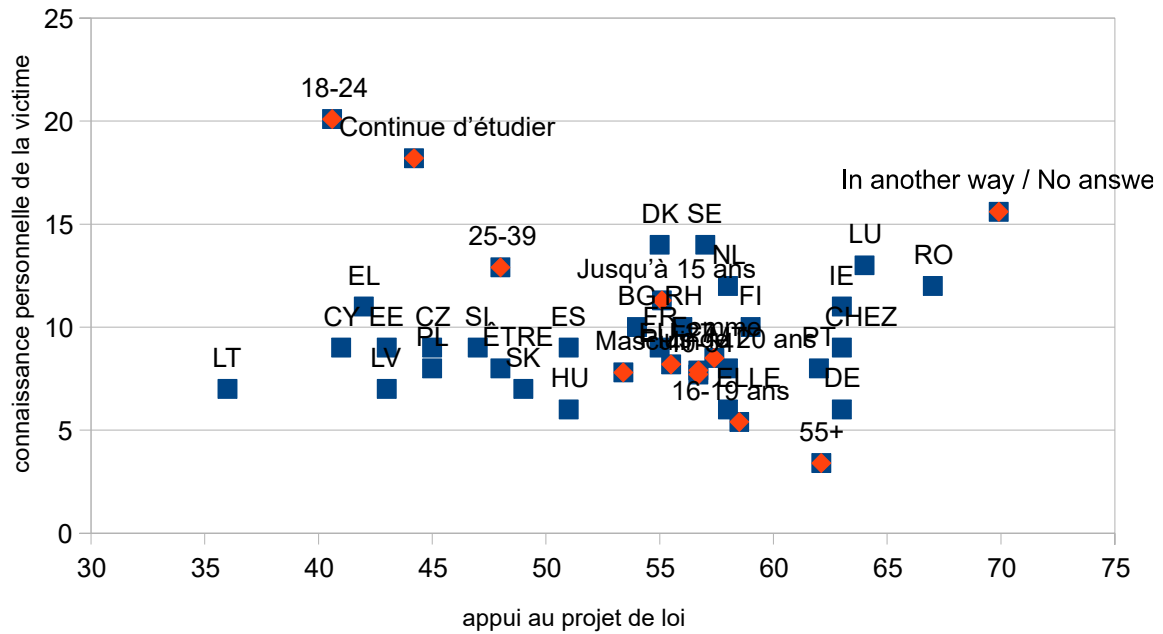
Comparaison des données sociodémographiques et nationales

Seules les quelques questions où le mot «sociodemo» existe dans le rapport officiel seront abordées ici. Il est probable que l'étude plus approfondie de toutes les questions donnerait des résultats intéressants.

Reprise de la question Q7 (soutien à une nouvelle loi) et Q10 (connaissance personnelle d'une victime)

— pour les pays, il existe une légère corrélation positive: plus les gens connaissent une victime, plus ils soutiennent la loi (ou vice versa)

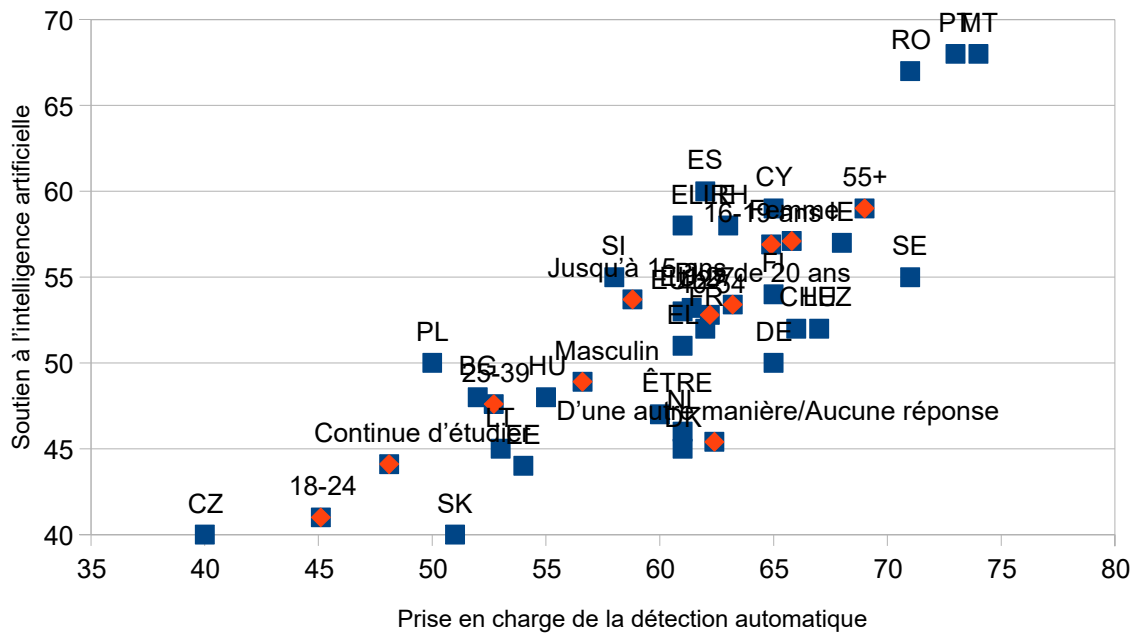
— pour les groupes sociaux, le contraire est vrai: la corrélation est très clairement négative. Le facteur explicatif est l'âge. Les personnes de plus de 55 ans soutiennent fermement le projet de loi, mais ne connaissent que peu de victimes, tandis que les jeunes de 18 à 24 ans en connaissent davantage, mais sont défavorables à la loi (ils veulent profiter de la liberté des médias sociaux?)



Graphique pour les questions Q7 et Q10; pays en bleu, groupes sociodémographiques en rouge

Question Q8 (support Q8_1 pour la détection automatique d’images et de vidéos, support Q8_3 à l’intelligence artificielle pour la détection d’abus imminents).

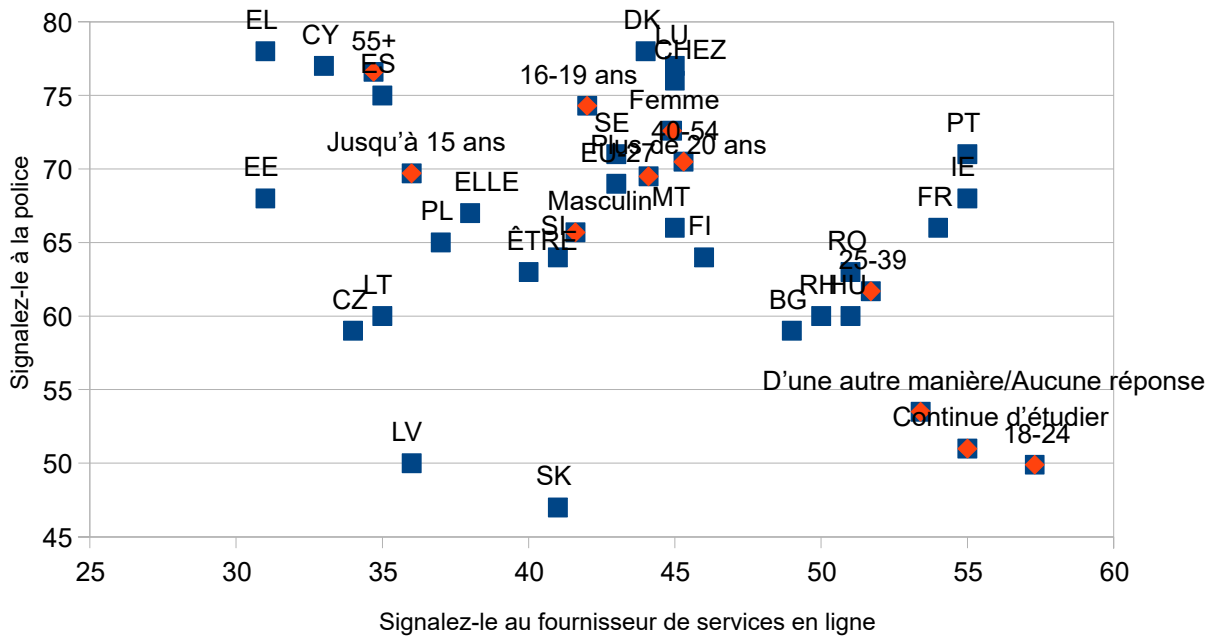
Sans surprise, la corrélation est positive: les gens qui sont en faveur de l’un sont aussi favorables à l’autre. Comme souvent, l’écart entre les pays est plus important qu’entre les groupes sociaux, mais ce n’est pas spectaculaire, car il existe une grande différence d’opinion entre les groupes d’âge: les jeunes (18-24 ans) soutiennent ces appareils automatiques beaucoup moins que les personnes de plus de 55 ans. Ce comportement se retrouve fréquemment lorsqu’il s’agit d’Internet et des réseaux sociaux: les jeunes sont pour la plupart attachés à la liberté, les plus âgés sont principalement engagés dans la sécurité.



Graphique pour Q8_1 et Q8_3; les pays sont en bleu, groupes sociodémographiques en rouge

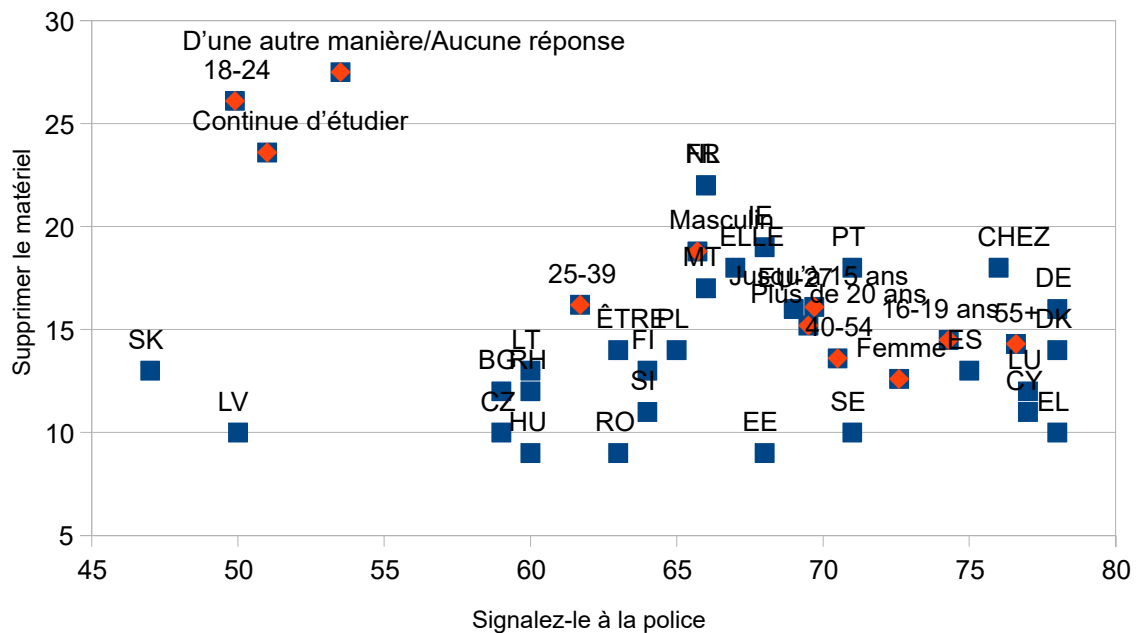
Question Q12 (Que feriez- vous si vous tombiez sur la pornographie enfantine en ligne? Rapport au fournisseur, rapport à la police, rapport à une association spécialisée, destruction d'équipement)

Pour les deux réponses les plus fréquentes (rapport à la police et au fournisseur), les réponses varient selon les pays et sans corrélation très claire: vous pouvez vous présenter soit à l'autre, soit aux deux, soit à l'un ou l'autre. Cependant, pour les groupes sociaux, la corrélation est très clairement négative: les moins de 24 ans signaleraient un peu plus au fournisseur qu'à la police (57 % contre 50 %), tandis que ceux de plus de 55 ans signaleraient beaucoup à la police (plus de 75 %) et très peu au fournisseur (35 %). Les pays de l'Est sont réticents à se présenter à la police.



Graphique pour Q12: faire rapport au fournisseur de services et à la police; les pays sont en bleu, les groupes sociodémographiques sont en rouge

En plus de signaler la découverte à une structure spécialisée, il a été possible de répondre «destruction du matériel». Il n'y a pas de corrélation claire entre la propension à se présenter à la police et la propension à détruire le matériel, mais trois groupes sociaux se détachent du nuage: «18-24 ans», «toujours dans les études» et «sans sexe déclaré». Ces personnes ne font pas de déclaration à la police et détruisent le matériel. En fait, ils doivent être les mêmes personnes: ceux qui sont encore dans l'éducation sont presque nécessairement des jeunes, et la notion de «non-binarité» est étrangère aux personnes de plus de 55 ans.



Graphique pour Q12: faire rapport à la police et supprimer le matériel; les pays sont en bleu, les groupes sociodémographiques sont en rouge

Conclusion: comme pour les enquêtes Eurobaromètre en général, nous ne devrions pas seulement lire le communiqué de presse, ou même le rapport en anglais, mais chercher des informations dans les tableaux de valeurs.

